
Audit du niveau des charges et produits d'exploitation de Sorégies

Rapport d'audit

Rapport final

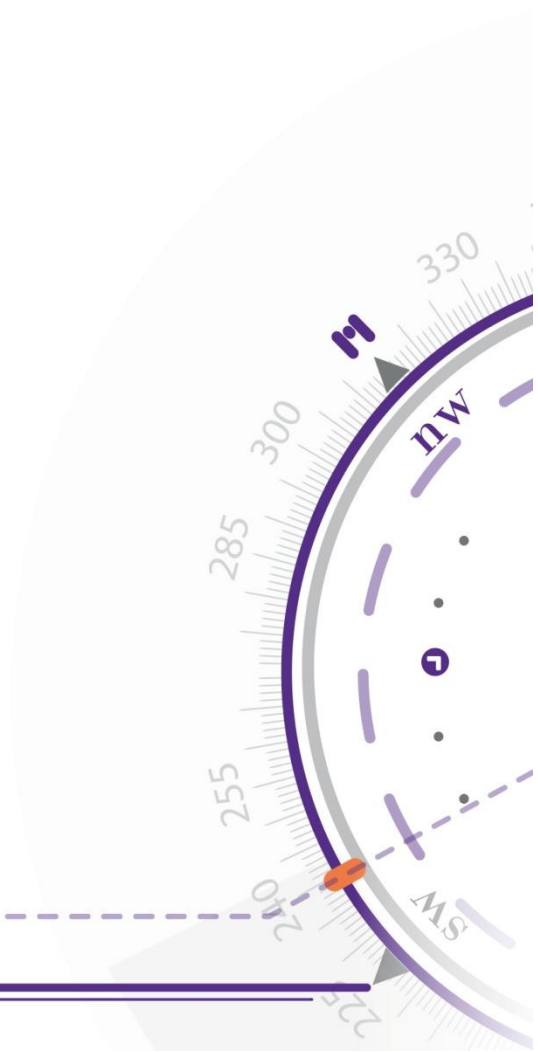


Table des matières

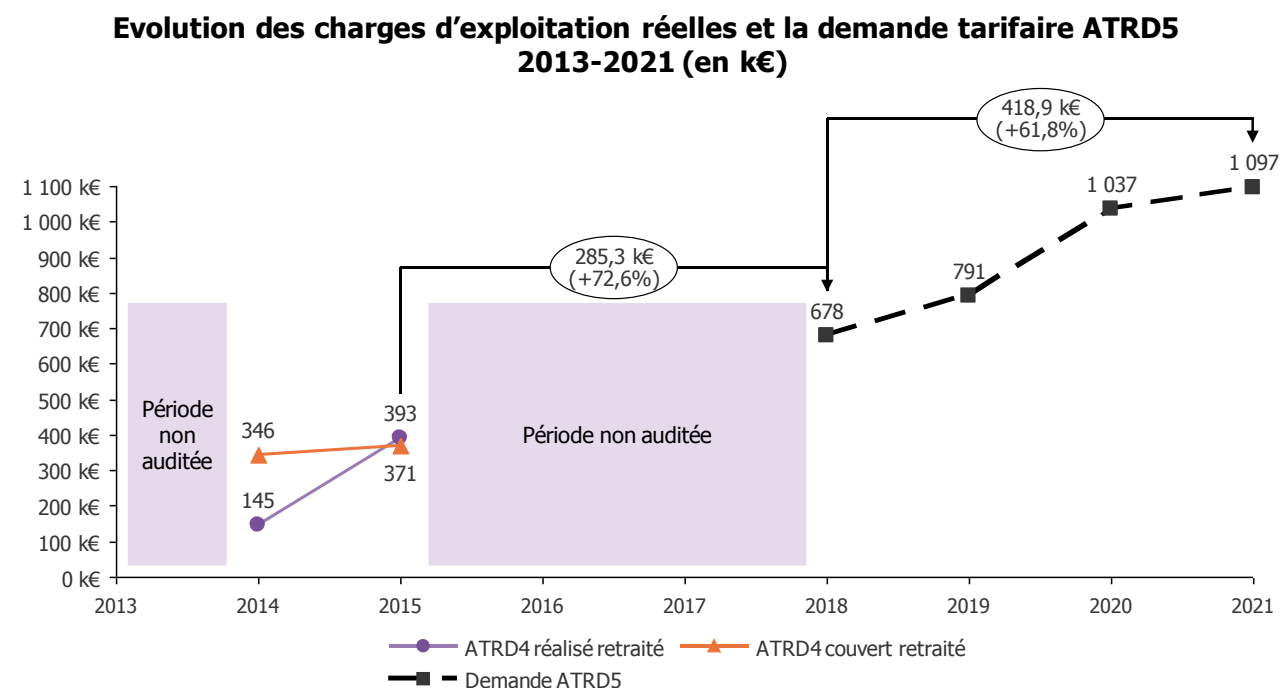
1.	Synthèse des résultats de l'audit.....	4
1.1	Trajectoire projetée par Sorégies.....	4
1.2	Synthèse des ajustements	6
1.3	Trajectoire proposée par PMP	9
2.	Contexte et objectif de l'audit	12
2.1	Contexte	12
2.2	Objectifs de l'audit	12
3.	Déroulement de l'audit.....	14
4.	Présentation de l'activité de l'ELD	15
5.	Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2014-2015.....	17
5.1	Hypothèses indexation.....	18
5.2	Consommations externes.....	18
5.2.1	Achats stockés	19
5.2.2	Services extérieurs, entretien et maintenance	19
5.2.3	Aides commerciales	19
5.3	Charge de personnel	19
5.3.1	Rémunérations brutes et charges sociales	19
5.3.2	CICE et autres charges sociales	20
5.4	Production immobilisée	20
6.	Analyse de la demande tarifaire ATDR5	21
6.1	Synthèse de l'évolution des charges à couvrir	21
6.2	Evolution des consommations externes	23
6.2.1	Achats stockés	23
6.2.2	Loyers, crédit bail et charges locatives	25
6.2.3	Redevances	27
6.2.4	Services extérieurs, entretien et maintenance	29
6.2.5	Prestations externes	35
6.2.6	Dépenses de communication	36
6.2.7	Aides commerciales	37
6.2.8	Autres charges.....	38
6.2.9	Ajustements du taux d'évolution selon le parc de consommateurs : postes de fournitures non stockables, d'achats de matières et fournitures non stockées, Assurances	40
6.3	Evolution des charges de personnel	41
6.3.1	Effectifs GRD Gaz.....	41
6.3.2	Charges de personnel	42
6.4	Evolution du poste Impôts et taxes.....	43
6.5	Evolution des recettes extratarifaires	46
6.6	Evolution du poste de production immobilisée.....	48
6.7	Evolution du poste Loi NOTRe	51
6.8	Evolution du poste de plan anti-endommagement.....	52
7.	Principes de dissociation comptable.....	53
8.	Annexes	54
8.1	BP demande tarifaire ATRD5	54
8.2	Tableau récapitulatif des ajustements de Sorégies	54
8.3	Mail de la CNIEG relatif au taux de charges sociales	54
8.4	Evolution du parc consommateurs	54
8.5	Liste des métiers et activités retenus dans la comptabilité analytique de Sorégies	54

8.6 Définition détaillée des clés de répartition utilisées pour répartir les métiers fonctionnels sur les métiers opérationnels . 54

1. Synthèse des résultats de l'audit

1.1 Trajectoire projetée par Sorégies

Entre 2015 et 2018, la demande de l'ELD augmente de 285,3 k€ soit +72,6%.



Courbes	2014	2015
ATRD4 couvert*	345 659	370 720
ATRD4 couvert retraité	345 659	370 720

*dont redevances couvertes par le tarif ATRD4

Courbes	2014	2015
ATRD4 réalisé	165 141	410 081
<i>Redevances hors RODP</i>	-19 728	-17 165
ATRD4 réalisé retraité	145 412	392 916

La hausse des charges à couvrir (différence entre la demande ATRD5 et la charge ATRD4 réalisée retraitée) de +285,3 k€ (+72,6%) entre 2015 et 2018 s'explique par :

- L'évolution de plusieurs postes en conséquence de la réorganisation (+55 k€) :
 - la hausse du poste de Services Extérieurs entretiens et maintenance (+375 k€) à la suite du transfert des agents (130 agents environ soit la moitié des effectifs de Sorégies d'après ce

dernier) en charge de la maintenance vers la filiale SRD au 1^{er} janvier 2017 et la facturation à Sorégies des prestations de ces derniers via la mise en place d'une convention de prestations de services[confidentiel] ;

○ la baisse des postes suivants :

▪ Consommations externes (-42 k€) :

- -11 k€ sur le poste d'achats de matières et fournitures non stockées (outillage, vêtements, carburant) liés au transfert des agents techniciens ;
- -11 k€ de prestations externes ;
- -17 k€ du poste « autres charges » (voyages/déplacements, frais télécom) ;
- -3 k€ d'autres postes.

▪ [confidentiel] charges de personnel avec une baisse d'effectifs de moitié (passage de 8 à 4 ETP) ;

▪ -33 k€ d'impôts et taxes dont -13 k€ de CVAE (dont l'augmentation des charges de sous-traitance est déduite de l'assiette) et -10 k€ de taxes sur salaires (en lien avec la baisse d'effectifs) ;

- +31 k€ sur le poste d'achats stockés en lien avec les travaux de développement des réseaux et les raccordements de sites industriels qui sont plus importants en 2018 qu'en 2015 ;
- +42 k€ sur le poste de Service extérieurs, entretien et maintenance : +15k€ de maintenance à partir de 2018 associés au changement de système d'information et +25k€ de coûts d'entretien et réparation du réseau (en raison de la projection construite selon le taux d'évolution du parc consommateurs et de l'indice IPC) ;
- L'augmentation des recettes extratarifaires de -191 k€ liée au développement des recettes de raccordement de consommateurs industriels en 2018 (hausse conjoncturelle sur les années 2016-2018) ;
- Une baisse de +206 k€ sur le poste de production immobilisée expliquée par le transfert des équipes de techniciens vers SRD (qui interviennent notamment durant les phases de travaux d'extension ou de densification) ce qui réduit les montants de charges de personnel qui peuvent être immobilisés ;
- Les besoins nécessaires pour répondre aux obligations des lois NOTRe et LTECV et traiter les engagements du plan anti-endommagement.

En regard de la demande tarifaire de Sorégies, PMP propose -508 k€ d'ajustements moyens annuels sur la période 2018-2021 qui portent sur les postes suivants :

- Les corrections de périmètres afin de respecter les décisions précédentes de la CRE concernant l'exclusion de la demande tarifaire :
 - de toutes les redevances exceptées celles d'occupation du domaine public ;
 - des aides commerciales ;
 - des dépenses de communication externe associées au développement ;

Cela concerne aussi la prise en compte pour toutes les ELD d'un taux uniforme (0,9% du revenu autorisé annuel) nécessaire au calcul des impayés acheminements ;

→ L'ensemble de ces points représente un impact de -22,3 k€/an sur la période 2018-2021.

- Achats stockés : +42 k€/an en lien avec l'ajustement proposé du poste de production immobilisée (cf. ci-après) ;
- -246,5 k€/an sur le poste de Services extérieurs, entretien et maintenance des consommations externes, dont :
 - -180,0 k€/an de modification du coût de la convention de prestations de services en prenant une hypothèse de coefficient environné des agents de +25% plutôt que de +100% (des coûts salariaux) et une évolution des coûts uniquement portée par l'indice IPC ;
 - -39,3 k€/an d'exclusion à partir de 2017 des coûts d'entretien des réseaux qui doivent être portés par GRT Gaz/TIGF en application de la délibération du 5 janvier 2017 de la CRE ;
 - -24,5 k€/an d'ajustement correspondant aux coûts de relève qui sont en doublon entre le montant de la convention de prestations de services avec SRD et dans le sous-poste des coûts de maintenance.
- Ajustements techniques d'évolution de certains coûts selon l'indice IPC uniquement (+1 k€/an) plutôt que la combinaison de l'indice IPC et de l'évolution du parc de consommateurs (+3%/an) : fournitures non stockables, achats matières et fournitures non stockées, loyers et crédit-bail, redevance d'occupation des sols, assurances, autres charges, impôts et taxes. Sont aussi concernés les recettes extra-tarifaires de locations de compteurs et de prestations catalogue.
- Ajustement à la hausse de -117,2 k€ sur les recettes extra-tarifaires portant sur les années 2020-2021 afin de rétablir une trajectoire du sous-poste de raccordements dans la continuité de celle établie sur les années précédentes,
- Ajustement à la hausse des charges de production immobilisée de - 61,6 k€ en cohérence avec l'ajustement pris sur le poste de recettes extra-tarifaires en revoyant à la hausse les montants d'achats stockés et de charges indirectes.
- Réduction du montant moyen annuel des besoins nécessaires pour répondre aux obligations de la Loi NOTRe et LTECV (-68,4 k€/an) après comparaison avec les autres ELD.
- Ajustement de -32 k€/an pour le plan anti-endommagement

1.2 Synthèse des ajustements

L'audit a permis d'identifier les ajustements ci-dessous :

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle des montants demandés 2018-2021 (en €)	Evolution 2018 - 2015 (en €)	Evolution 2018 - 2015 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement	Référence
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx)	1 702	-919	-37%	Evolution avec l'augmentation de la base consommateurs.	-0,1 k€/an : Evolution du poste en prenant en compte uniquement l'IPC.	0
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	189 444	31 053	14%	Aucun	+42,4 k€/an : révision à la hausse de la part immobilisée (cf. production immobilisée)	0
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)	18 838	-5 337	-22%	Aucun	Aucun	
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	6 807	-10 967	-63%	Evolution avec l'augmentation de la base consommateurs.	-0,5 €/an : Evolution du poste en prenant en compte uniquement l'IPC.	0
Loyers, crédit-bail et charges locatives	6 782	-3 524	-36%	Evolution avec l'augmentation de la base consommateurs.	-1,6 k€/an : Evolution du poste à partir de la moyenne 2012-2015 et de la croissance de l'IPC plutôt que sur la croissance du parc de consommateurs.	6.2.1
Redevances (613220 et 651xxx)	34 305	4 833	18%	Evolution des redevances d'occupation des sols selon la croissance consommateurs et l'IPC Sorégies a intégré dans sa demande tarifaire des redevances de desserte, des redevances de droit de contrôle et des autres redevances.	-0,3 k€/an : Evolution du poste RODP en prenant en compte uniquement l'IPC. -22,5 k€/an : Seules les redevances pour occupation du domaine public ont été retenues pour construire la trajectoire ATRD5.	6.2.3
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	694 729	417 172	182%	Le poste évolue fortement en raison de la convention de 346 k€/an passée entre Sorégies et SRD suite à la réorganisation.	-246,5k€/an qui intègre : - l'arrêt des prestations de relève (car transfert vers SRD) (-24,5 k€/an) - la sous-traitance (hors relève) avec croissance selon IPC uniquement (-1,3 k€/an) - les entretiens et réparations de biens mobiliers : à partir de 2017 retrait des charges à prendre par GRT Gaz et croissance selon IPC uniquement (-39,3 k€/an) - le contrat avec SRD : réduction avec un coefficient d'environnement de 25% (-180,1 k€/an) et évolution selon IPC uniquement - maintenance : correction du point de départ 2016 selon la moyenne 2012-2015 et rajout de 15000€ en 2017 pour maintenance du nouveau SI (-1,3 k€/an)	6.2.4
Assurances (616xxx)	9 109	752	10%	Evolution avec l'augmentation de la base consommateurs.	-0,7 k€/an : Evolution du poste en prenant en compte uniquement l'IPC.	0
Prestations externes (621xxx)	16 033	-10 223	-45%	[confidentiel]	-2,9 k€/an : [confidentiel]	0
Dépenses de Communication (623xxx)	10 466	9 891	N/A	En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses de communication externes sont exclues du périmètre de la demande tarifaire.	-10,5 k€/an : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation.	0
Aides commerciales (658120)	20 932	-123 493	-86%	En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses d'actions commerciales externes sont exclues du périmètre de la demande tarifaire.	-20,9 k€/an : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation.	0

Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	14 949	-17 024	-55%	Evolution avec l'augmentation de la base consommateurs. Intègre les impayés (calculés avec un taux de 0,4% du revenu autorisé prévisionnel)	-1,7 k€/an : Evolution du poste en prenant en compte uniquement l'IPC. +31,6 k€ par an : Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des impayés acheminement qui ont été intégrées dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. L'application d'un calcul similaire pour Sorégies entraînerait un ajustement annuel moyen à la hausse de +33,6 k€/an sur la période ATRD5	6.2.8
Total consommations externes	1 447 734	352 813	33%			
Rémunérations brutes (641xxx)	165 556	-131 021	-44%	Aucun	Aucun	6.3.2
Charges sociales (645xxx)	88 552	-65 614	-43%	Aucun	Aucun	
CICE (649xx)	-7 163	5 852	-44%	Aucun	Aucun	
CCAS 1% (6472xx)	31 204	3 740	15%	Aucun	Aucun	
Autres charges sociales (647xxx sauf CCAS et 648xxx)	23 845	-57 060	-70%	Aucun	Aucun	
Total charges de personnel	301 995	-244 103	-45%			
Taxe foncière	1 283	-2 315	-66%	Taxe foncière : Evolution avec l'augmentation de la base consommateurs. CVAE : Evolution avec l'augmentation de la base consommateurs.	-2,1 k€/an : Taxe foncière : Evolution du poste en prenant en compte uniquement l'IPC et CVAE : révision base 2016 et évolution du poste en prenant en compte uniquement l'IPC	6.4
Taxe professionnelle	22 835	-13 473	-39%	Aucun	Aucun	
Taxes assises sur les salaires	13 243	-10 626	-44%	Aucun	Aucun	
Total impôts et taxes	37 885	-33 669	-48%			
Autres recettes extratarifaires	284 494	92 051	29%	Pour rehausser les montants de recettes extratarifaires de 2020 et 2021 dont la faiblesse ne semble pas justifiée, PMP propose d'appliquer au sous-poste « raccordements » des recettes extratarifaires la moyenne des années 2018-2019	-117,3k€/an : Cette méthode porte les recettes de ce sous-poste à respectivement 287 k€ et 292 k€ en 2020 et 2021 +7,9 k€/an : application de l'IPC uniquement (et non IPC + évolution du parc consommateurs) sur les sous-postes de « prestations catalogue » et « locations compteurs »	6.5
Total recettes extratarifaires	285 750	91 523	28%			
Charges directes	218 244	-76 193	-21%	Aucun	Aucun	6.6
Total Production immobilisée	319 647	-205 972	-33%			
Loi NOTRe et LTECV	94 192	92 115	Pas de charge en 2015	Sorégies a intégré dans sa demande tarifaire des charges supplémentaires liées à la loi NOTRe et à la LTECV. [confidentiel]	-15,8 k€/an : Au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la charge de Services extérieurs affectée à la loi NOTRe et LTECV rapportée au nombre de PDL n'est pas dans la moyenne d'un opérateur efficace. PMP propose de réduire la charge sur la période ATRD5. -52,6 k€/an : Au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la rémunération chargée (y compris charges sociales) affectée à la loi NOTRe et LTECV rapportée au nombre de PDL n'est pas dans la moyenne d'un opérateur efficace. PMP propose de réduire le budget sur la période ATRD5.	6.7

Plan Anti-endommagement	48 143	47 081	Pas de charge en 2015	Aucun	- 32,1 k€/an : [confidentiel]	0
Total charges spécifiques liées à l'évolution de la réglementation	142 334	139 195	Pas de charge en 2015			
Total charges à couvrir (I+II+III-IV-V+VI)	900 911	268 087	65%			

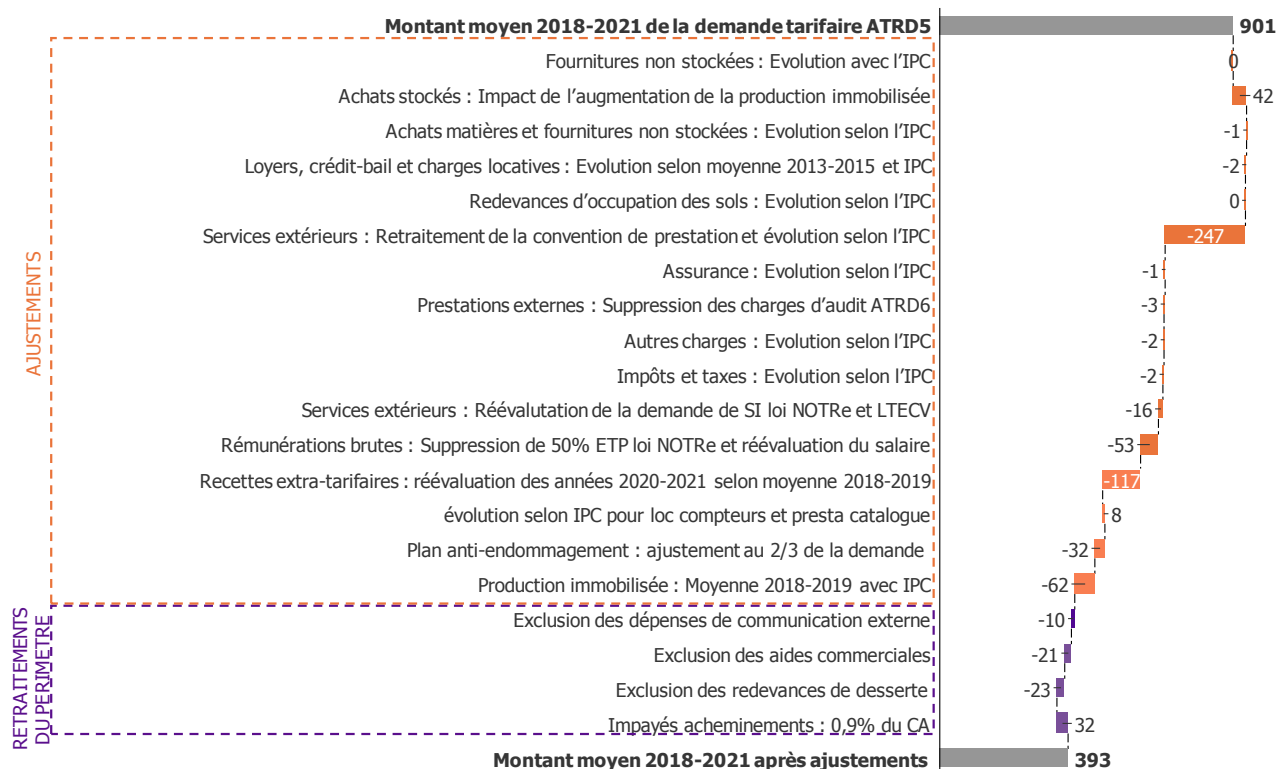
1.3 Trajectoire proposée par PMP

Le total des ajustements est de -1 942 k€ et le montant total des retraitements de périmètre est de -90 k€. Au total cela correspond à -2 032 k€.

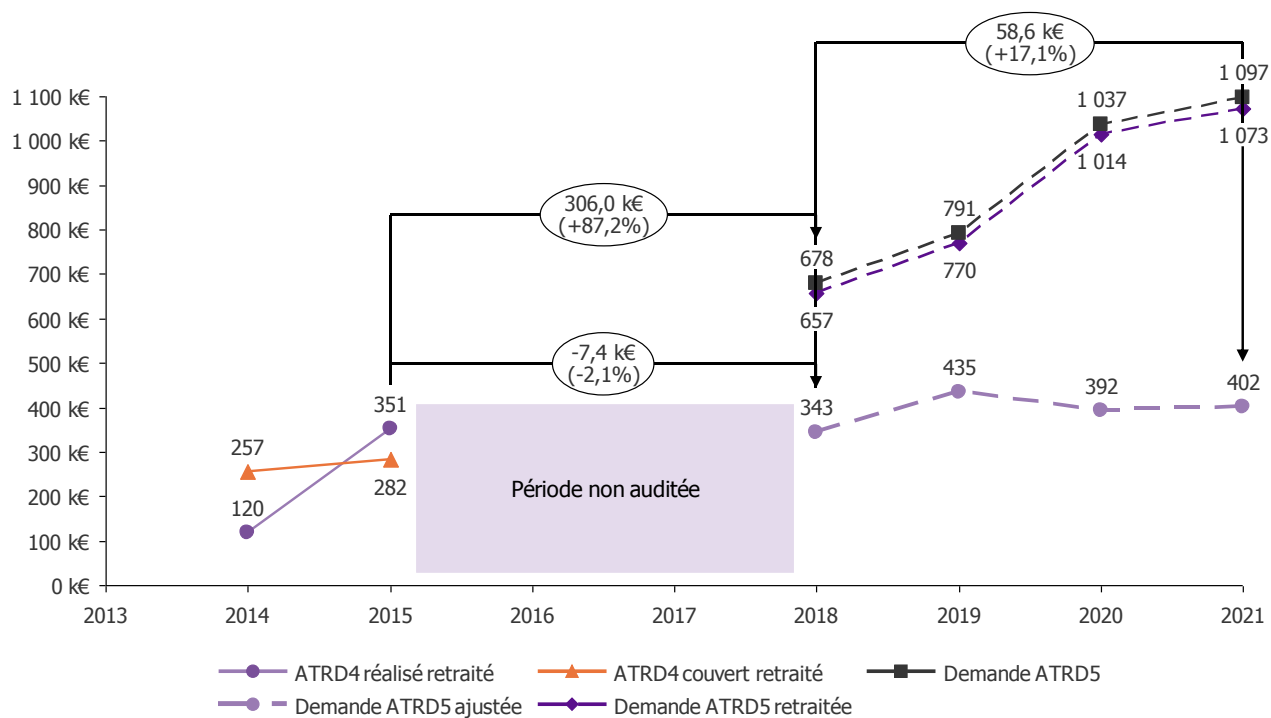
En k€	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021
Total charges à couvrir de la demande tarifaire	678	791	1 037	1 097	901
Montants des ajustements	-313	-335	-622	-671	-486
Retraitement du périmètre	-21	-21	-23	-24	-22
Trajectoire y compris ajustements	343	435	392	402	393

Le montant moyen des charges à couvrir après ajustement serait donc de 393 k€/an sur la période ATRD5.

Moyenne annuelle des ajustements sur la période ATRD5 par rapport à la demande tarifaire de l'ELD (en k€)



Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)



Courbes	2014	2015
ATRD4 couvert*	345 659	370 720
Retraitement total	-88 730	-88 609
Dépenses de communication	-1 529	-1 535
Aides commerciales	-87 202	-87 074
ATRD4 couvert retraité	256 928	282 111

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	678 168	791 149	1 037 250	1 097 077
Retraitement total	-21 368	-21 353	-22 784	-23 890
Impayés acheminements	29 806	31 575	31 999	32 899
Aides commerciales	-20 470	-20 756	-21 070	-21 430
Dépenses de communication	confidentiel			
Redevances hors RODP				
Demande ATRD5 retraitée	656 800	769 797	1 014 466	1 073 186

Courbes	2014	2015
ATRD4 réalisé	165 141	410 081
Retraitements	-45 577	-59 272
Aides commerciales	-22 624	-41 764
Redevances hors RODP	-19 728	-17 165
Communication	-3 225	-344
ATRD4 réalisé retraité	119 564	350 809

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	678 168	791 149	1 037 250	1 097 077
Retraitements	-21 368	-21 353	-22 784	-23 890
Ajustements	-313 437	-334 888	-622 497	-671 183
Demande ATRD5 ajustée	343 363	434 908	391 969	402 004

En tenant compte des ajustements proposés, la baisse des charges à couvrir entre 2015 et 2018 est de -7,6k€ (-2,2%). Cette hausse se décompose en :

- Consommations externes (+215,5 k€) dont 204 k€ relatifs au poste de Services extérieurs, entretiens et maintenance. Le coût du contrat de prestations de services est ramené de 375 k€ à 217 k€ en 2018 ;
- Charges de personnel [confidentiel] toujours liés à la baisse des effectifs à la suite de la réorganisation ; Cet écart est inchangé après ajustements ;
- Impôts et taxes : -35 k€ ;
- Recettes extra-tarifaires : -191 k€ (en tenant compte de l'écriture extra-comptable relative aux dépenses d'aides commerciales). Cet écart est inchangé après ajustements ;
- Production immobilisée : +206 k€. Cet écart est inchangé après ajustements ;
- +25 k€ pour les lois NOTRe et LTECV et +15k€ de plan anti-endommagement.

2. Contexte et objectif de l'audit

2.1 Contexte

L'article L.452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodologies utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des consommateurs résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 26 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 25 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 25 GRD, les neuf plus importants ont chacun un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD4 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2013, en application de la décision de la CRE du 25 avril 2013 et le 1^{er} juillet 2014 pour Sorégies en application de la décision de la CRE du 22 mai 2014.

La CRE travaille actuellement à l'élaboration des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD5 ») de ces neuf ELD avec l'objectif d'une entrée en vigueur en 2018 :

- Régaz-Bordeaux ;
- Réseau GDS ;
- GEG ;
- Vialis ;
- Gedia ;
- Caléo ;
- Gaz de Barr ;
- Veolia Eau ;
- Sorégies.

Les tarifs seront établis sur la base des charges prévisionnelles des opérateurs pour la prochaine période tarifaire, en distinguant pour chaque ELD :

- Les charges d'exploitation ;
- Et les charges de capital.

Il est donc essentiel pour la CRE de connaître la structure de coûts de ces ELD pour être en mesure de porter un jugement sur le niveau et l'efficacité de ces coûts. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace ».

Dans ce contexte, la CRE a décidé de confier au cabinet PMP l'audit des charges d'exploitation des 9 ELD citées ci-avant. Le présent rapport porte sur l'audit de la société Sorégies.

2.2 Objectifs de l'audit

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une compréhension complète des charges et produits d'exploitation actuels de ces neuf ELD constatés au cours des exercices comptables 2013 à 2015, et 2016 si disponible, et des charges et produits d'exploitation prévisionnels (période 2016-2021) présentés par ces opérateurs pour la période tarifaire à venir.

Pour ce faire, cet audit se base d'une part sur une analyse détaillée des charges nettes d'exploitation des ELD réalisées pour la période 2013-2015 (2016 si disponible), des charges nettes d'exploitation prévisionnelles pour la période 2016-2021 communiquées lors de la demande tarifaire initiale des ELD en décembre 2016, d'autre part sur des éléments de benchmark entre ELD et avec GRDF.

L'audit a donc pour objectifs de fournir à la CRE :

- Une description précise de la nature des charges et produits d'exploitation supportés par chaque ELD sur la période 2013-2021 et des hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;
- Une appréciation sur les évolutions proposées par chaque ELD sur les exercices 2018-2021 dans le cadre des travaux tarifaires, en s'appuyant notamment sur l'analyse du niveau des charges constatées sur les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 si disponible ;
- Si la demande de l'ELD ne repose pas sur un niveau de coût correspondant à ceux d'un opérateur de réseau efficace, une proposition d'ajustement de cette demande.

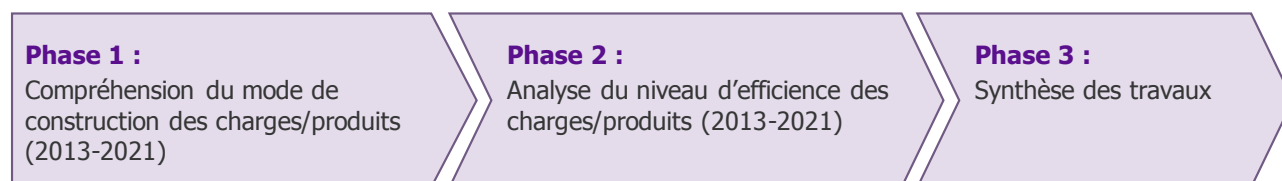
Pour des raisons de secret commercial et industriel, certaines parties de ce rapport ont été rendues confidentielles.

Convention de présentation des données dans ce rapport :

- Signes des charges tarifaires : (+) ;
- Signe des produits tarifaires : (-) ;
- Ecart = Réalisé – BP ATRD4 ;
- Les années pour lesquelles les charges réelles sont disponibles sont indiquées par la lettre R ;
- Les années pour lesquelles les charges sont prévisionnelles sont indiquées par la lettre P.

3. Déroulement de l'audit

L'audit a été organisé en 3 phases :



Au cours de la phase 1, nous avons visé, pour chaque ELD à :

- Nous assurer du rapprochement entre les données comptables certifiées et les données réelles présentées dans les demandes tarifaires ;
- Expliciter les principales variations de charges sur la période ATRD4 ;
- Expliciter les principaux écarts entre les charges réelles et les charges couvertes par le tarif ATRD4 ;
- Comprendre les modes de construction des charges réelles et prévisionnelles en détaillant notamment l'ensemble des hypothèses rentrant dans le calcul de la projection de la future période tarifaire 2018-2021 ;
- Analyser les projets globaux ayant un impact sur plusieurs postes de la demande tarifaire ;
- Effectuer des premières analyses de comparaison entre ELD.

Au cours de la phase 2, nous avons poursuivi les analyses d'écarts menées lors de la phase 1 et cherché à approfondir les travaux en comparant les données entre ELD et en utilisant au besoin des benchmarks issus de notre propre expérience.

La phase 3 a cherché à synthétiser les travaux d'audit en :

- Rassemblant des informations recueillies au cours des phases précédentes ;
- Appréciant le niveau des charges prévisionnelles 2018-2021 au travers des méthodes et hypothèses utilisées pour les établir ;
- Recommandant à la CRE, après un temps d'échange avec les ELD, le niveau efficient des charges d'exploitation de chaque ELD.

L'ensemble de ces travaux ont été conduit en collaboration avec les ELD et ont notamment donné lieu à des échanges écrits et à des entretiens téléphoniques.

4. Présentation de l'activité de l'ELD

Sorégies possède un réseau dédié à la distribution de gaz naturel. L'entreprise concentre deux activités :

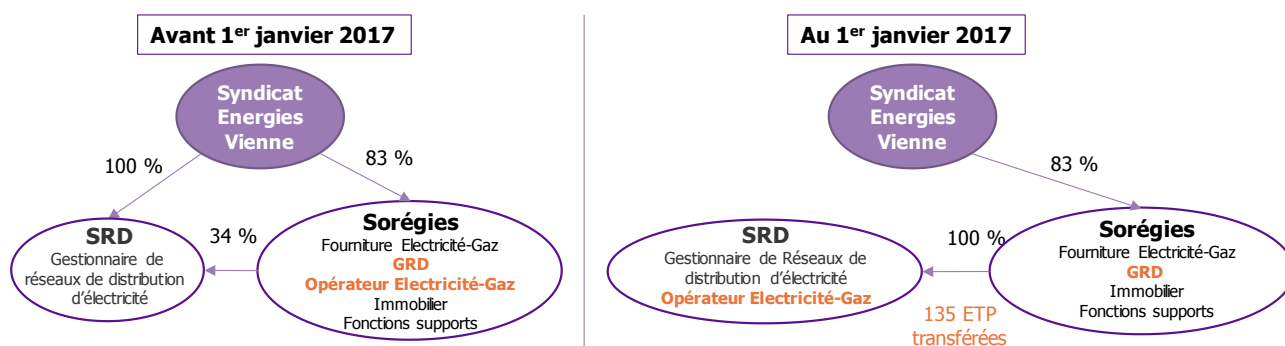
- La distribution de gaz ;
- La production centralisée et décentralisée d'énergie ;
- La fourniture de gaz et d'électricité ;
- La mise à disposition d'offre d'économie d'énergie.

Chiffres clés 2015 :

- CA GRD Gaz : 2,89 M€ ;
- ETP GRD Gaz : 8 (4 ETP post réorganisation lancée en 2017) ;
- Nombre de PDL en zone péréquée : 6 818 ;
- Consommation brute corrigée du climat : 172,3 GWh ;
- Longueur du réseau : 513 km.

Sorégies est soumise au tarif ATRD4 depuis 2014, et se trouve en décalage d'un an par rapport aux 9 autres ELD.

Au 1^{er} janvier 2017, une réorganisation a entraîné le transfert de l'activité d'Opérateur Electricité-Gaz de Sorégies à sa filiale SRD (Sorégies restant le GRD) :



Le nombre de consommateurs pour l'activité gaz a augmenté au global de 9,2% entre 2013 et 2015. Sorégies prévoit par ailleurs une augmentation de 18,5% entre 2015 et 2021.

Nombre moyen annuel de PDL	2013	2014	2015	2016 (p)	2017 (p)	2018 (p)	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)
T1	1 144	1 344	1 481	1 576	1 654	1 709	1 789	1 842	1 895
T2	5 016	5 060	5 308	5 571	5 782	5 925	6 142	6 293	6 429
T3	confidentiel								
T4									
TP									
Total	6 193	6 435	6 818	7 179	7 470	7 672	7 969	8 175	8 364

↑ +9,2% (entre 2013 et 2015) ↑ +18,5% (entre 2015 et 2021)

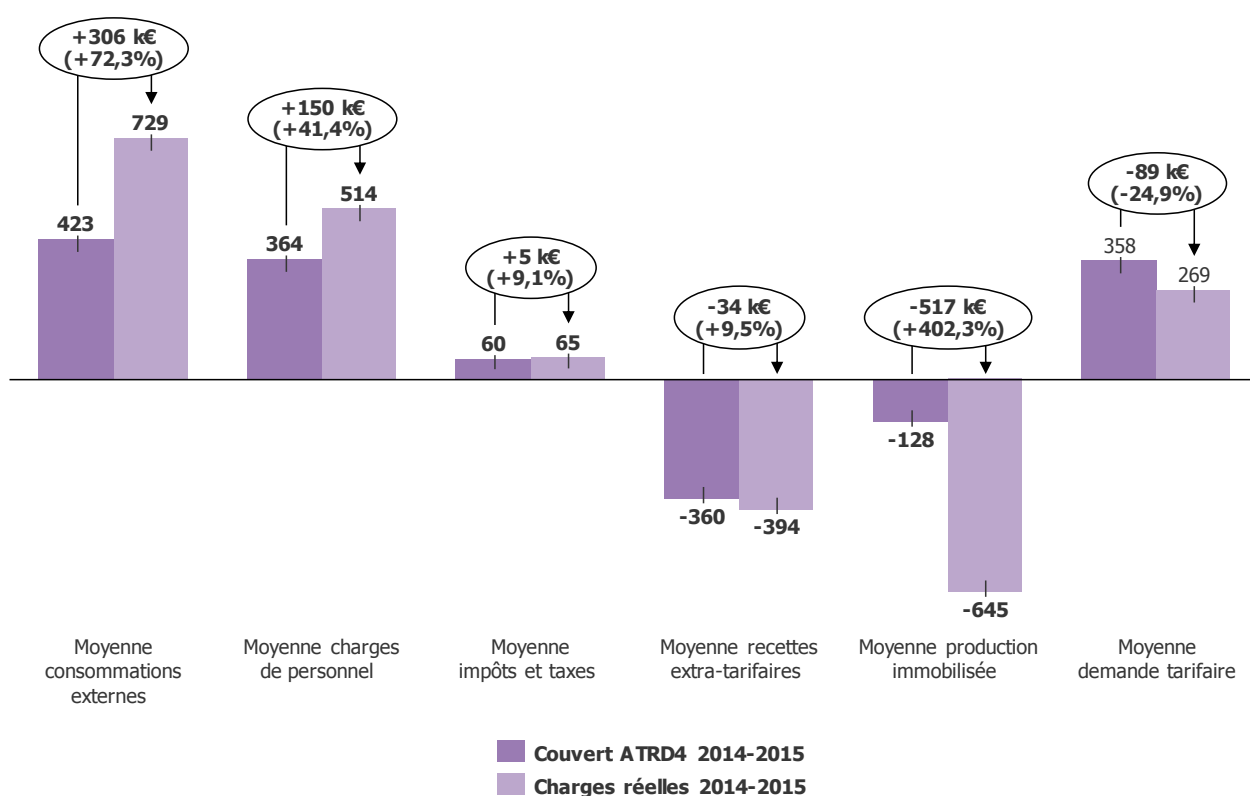
La consommation corrigée du climat a diminué de 10,3% entre 2013 et 2015 et augmentera de 20,5% entre 2015 et 2021 selon les estimations de Sorégies.

Consommations corrigées du climat (MWh)	2013	2014	2015	2016 (p)	2017 (p)	2018 (p)	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)
T1	2 975	3 121	3 198	3 768	4 236	4 566	4 944	5 262	5 580
T2	105 142	72 062	84 997	87 578	89 757	91 033	92 588	93 984	95 233
T3	confidentiel								
T4									
TP									
Total	190 158	149 175	172 332	181 693	185 590	198 096	210 029	215 243	216 810

5. Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2014-2015

Sur la période ATRD4, le montant des charges réelles a été inférieur de 25% (89 k€) au montant couvert par le tarif avec toutefois des charges réelles supérieures aux prévisions pour les postes de consommations externes et des charges de personnel compensés par un montant de production immobilisée supérieure à la prévision :

Moyenne annuelle des montants couverts par l'ATRD4 et des montants réels cumulés 2014-2015 (en k€)



Histogrammes	Postes retirés des histogrammes
Couvert ATRD4	Redevances hors RODP
Charges réelles	Redevances hors RODP

5.1 Hypothèses indexation

Le tableau ci-dessous rappelle les hypothèses d'indexation retenues dans la demande tarifaire ATRD4 et les données réelles IPC à mettre en regard :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Inflation pour calcul ATRD4		1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
Inflation réelle (source INSEE)	1,87%	0,74%	0,41%	0,03%	0,19%	
<i>cumul IPC hypothèse ATRD4</i>			1,0190	1,0384	1,0581	
<i>cumul IPC réel</i>			1,0041	1,0044	1,0063	

5.2 Consommations externes

Sur la partie consommations externes, les charges réelles moyennes sur la période 2014-2015 (hors redevances) sont supérieures de 305 k€ au couvert ATRD4 soit un écart de 73%.

Les principaux écarts sont les suivants :

en € courant	2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart annuel moyen 2014-2015
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx)	2 751	2 171	-580	2 865	2 505	-360	-470
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	47 893	307 126	259 233	53 717	221 648	167 932	213 582
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)	15 285	1 473	-13 812	15 348	23 760	8 412	-2 700
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	17 323	18 105	782	19 440	17 313	-2 128	-673
Loyers, crédit-bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	10 700	10 506	-193	11 357	9 767	-1 590	-891
Redevances (613220 et 651xxx)	confidentiel						
dont occupation des sols							
dont redevance de desserte							
dont redevances de droit de contrôle							
dont autres redevances							
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	178 325	218 761	40 436	189 288	229 544	40 256	40 346
dont informatique	6 114	0	-6 114	6 139	0	-6 139	-6 126
dont sécurité des installations intérieures	0	0	0	0	0	0	0
Assurances (616xxx)	5 299	6 086	787	5 525	7 845	2 320	1 553
Frais de recherche (617xxx)	0	0	0	0	0	0	0
Prestations externes (621xxx)	5 095	19 331	14 236	6 139	22 505	16 366	15 301
Dépenses de Communication (623xxx)	1 529	3 225	1 696	1 535	344	-1 191	252
Aides commerciales (658120)	87 202	119 819	32 618	87 074	143 963	56 889	44 753
Cessions internes reçues (cf. OPEX onglet 1)	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	29 551	22 652	-6 899	35 811	30 943	-4 868	-5 883
Total consommations externes	462 603	757 604	295 003	493 071	736 521	243 450	269 227
Total consommations externes (hors redevances)	400 952	729 254	328 303	428 099	710 138	282 038	305 170

5.2.1 Achats stockés

➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (+214 k€) :

Sorégies explique cet écart par l'achat de fournitures consommables servant à la construction et à l'entretien du réseau. La mise en service d'un important réseau de desserte a fait augmenter ce poste : le projet Center Parcs qui n'était pas prévu lors de la prévision du couvert ATRD4. Plus de 90% de ce poste est couvert par la production immobilisée.

5.2.2 Services extérieurs, entretien et maintenance

➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (+40 k€ soit +22%) :

Ce poste contient principalement les charges d'entretien des réseaux de gaz. *[confidentiel]*

5.2.3 Aides commerciales

➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (+45 k€ soit +51%) :

D'après Sorégies, respectivement 96 et 107 consommateurs ont bénéficié en 2014 et 2015 d'aides commerciales. Selon l'ELD, le poste porte l'ensemble des promotions des branchements gaz sur les nouveaux programmes de développement ou les opérations de densifications qui ont été supérieures au couvert ATRD4.

5.3 Charge de personnel

5.3.1 Rémunérations brutes et charges sociales

Sur la partie charges de personnel, les charges réelles sont supérieures au couvert ATRD4 de +150 k€ par an soit +41%.

En € courant	2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart annuel moyen 2014-2015
Rémunérations brutes	197 547	278 711	81 163	205 175	297 543	92 368	86 766
Charges sociales	106 237	155 383	49 146	110 404	154 311	43 906	46 526
CICE	0	-12 218	-12 218	0	-13 324	-13 324	-12 771
CCAS 1%	22 928	23 420	493	24 556	25 532	976	735
Autres charges sociales	29 538	37 109	7 571	30 780	81 624	50 844	29 208
Total charges de personnel	356 250	482 404	126 155	370 916	545 686	174 770	150 463

La seule explication fournie par Sorégies sur l'évolution des rémunérations brutes et des charges sociales concerne la baisse du taux de cotisations à la CNIEG *[confidentiel]*

Le reste des dépassements des rémunérations brutes et des charges sociales n'a pas été expliqué par Sorégies.

5.3.2 CICE et autres charges sociales

➤ **CICE : écart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-12,7 k€) :**

Cet écart s'explique par le fait que le CICE n'était pas intégré dans le couvert ATDR4.

➤ **Autres charges sociales : écart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (+29,2 k€ ; +97%) :**

[confidentiel]

5.4 Production immobilisée

Sur la partie production immobilisée, les charges réelles sont supérieures au couvert ATRD4 de +517 k€ par an soit +402%.

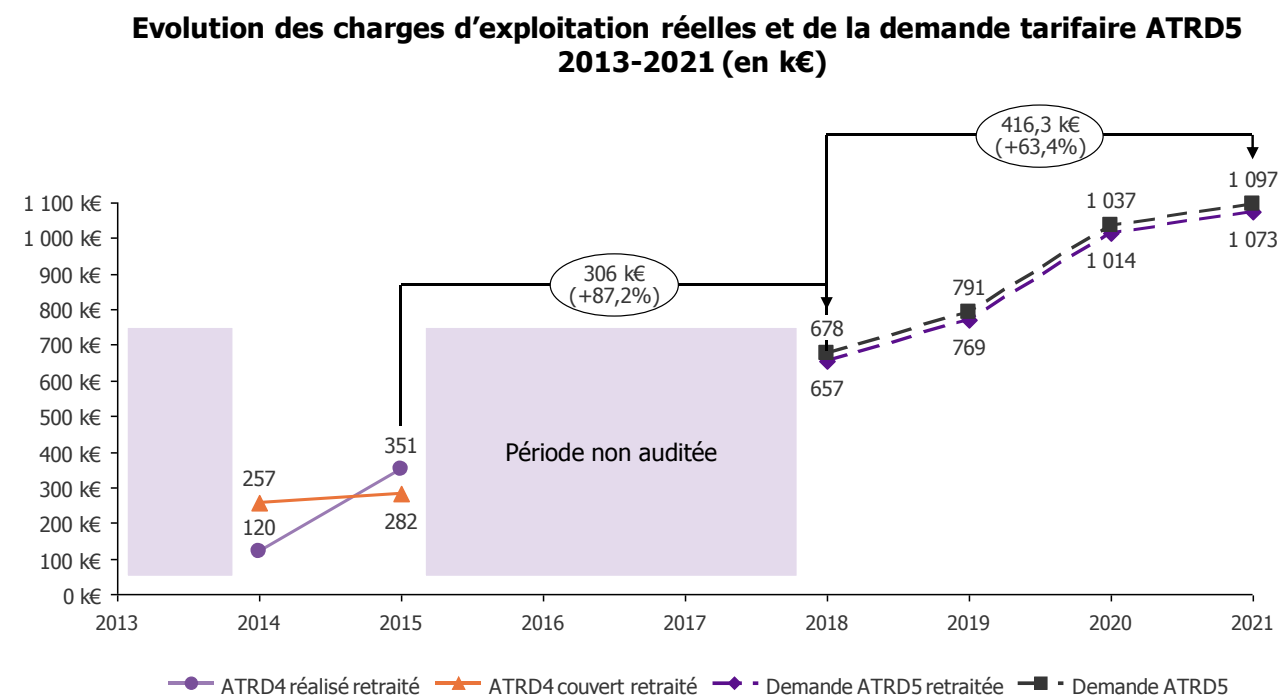
en € courant	2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart annuel moyen 2014-2015
Production immobilisée	119 513	672 718	553 206	137 308	617 182	479 874	516 540
<i>dont charges directes</i>	67 000	423 253	356 254	77 059	358 207	281 148	318 701
<i>dont charges indirectes</i>	52 513	249 465	196 952	60 249	258 974	198 726	197 839
Total production immobilisée	119 513	672 718	553 206	137 308	617 182	479 874	516 540

D'après Sorégies, l'écart sur ce poste est dû à la mise en service d'un important réseau de desserte (projet Center Parcs) qui n'était pas intégré au couvert ATRD4 et dont 90% des achats stockés sont comptabilisés en production immobilisée.

6. Analyse de la demande tarifaire ATDR5

6.1 Synthèse de l'évolution des charges à couvrir

Au total, la demande de l'ELD entre 2015 et 2018 augmente de **306 k€** soit **+87,2%**.



Courbes	2014	2015
ATRD4 couvert*	345 659	370 720
Retraitement total	-88 730	-88 609
Dépenses de communication	-1 529	-1 535
Aides commerciales	-87 202	-87 074
ATRD4 couvert retraité	256 928	282 111

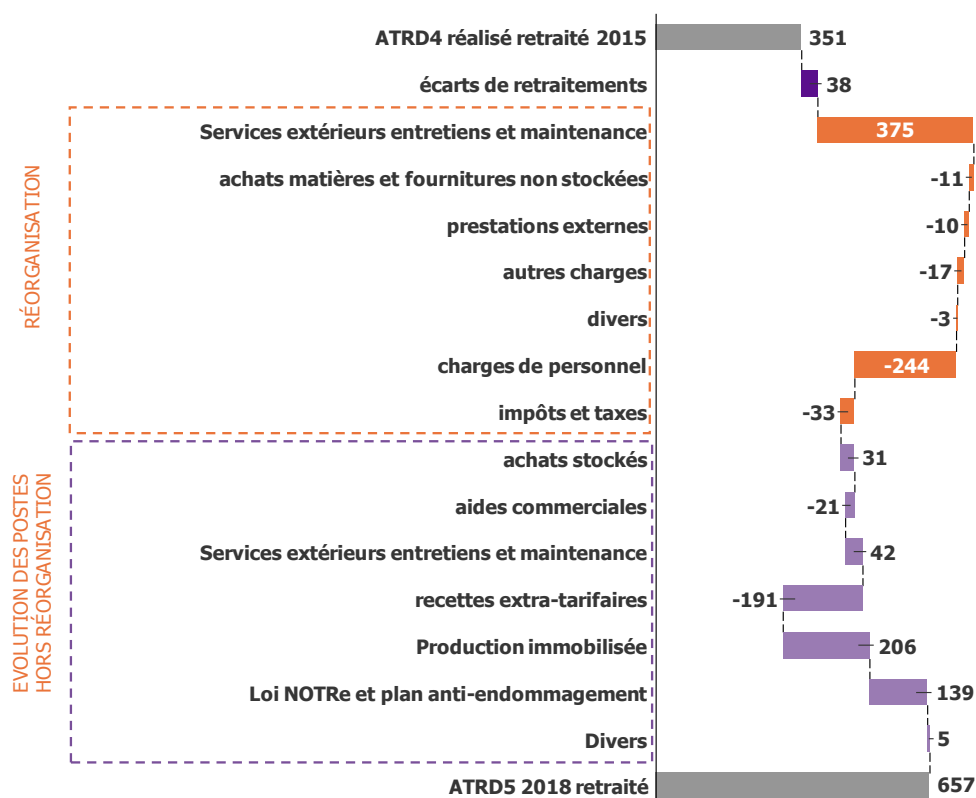
Courbes	2014	2015
ATRD4 réalisé	165 141	410 081
Retraitements	-45 577	-59 272
Aides commerciales	-22 624	-41 764
Redevances hors RODP	-19 728	-17 165
Communication	-3 225	-344
ATRD4 réalisé retraité	119 564	350 809

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATDR5	678 168	791 149	1 037 250	1 097 077
Retraitement total	-21 368	-21 353	-22 784	-23 890
Impayés acheminements	29 806	31 575	31 999	32 899
Aides commerciales	-20 470	-20 756	-21 070	-21 430
Dépenses de communication	confidentiel			
Redevances hors RODP				
Demande ATDR5 retraitée	656 800	769 797	1 014 466	1 073 186

La hausse des charges à couvrir (différence entre la demande ATRD5 retraitée et les charges ATRD4 réalisées retraitées) de 305,8 k€ (+87,2%) entre 2015 et 2018 s'explique par :

- Retraitements de périmètre : +38 k€ dont intégration de +29,6k€ d'impayés acheminement, exclusion des charges de communication, redevances hors RODP et aides commerciales ;
- L'évolution de plusieurs postes en conséquence de la réorganisation (+55 k€) :
 - La hausse du poste de Services Extérieurs entretiens et maintenance (+375 k€) à la suite du transfert des agents (130 agents environ soit la moitié des effectifs de Sorégies d'après ce dernier) en charge de la maintenance vers la filiale SRD au 1^{er} janvier 2017 et la facturation à Sorégies des prestations de ces derniers via la mise en place d'une convention de prestations de services (375 k€ en 2018) ;
 - La baisse des postes suivants :
 - Consommations externes (-42 k€) :
 - -11 k€ sur le poste d'achats de matières et fournitures non stockées (outillage, vêtements, carburant) liés au transfert des agents techniciens ;
 - -11 k€ de prestations externes ;
 - -17 k€ d'autres charges (voyages/déplacements, frais télécom) ;
 - Autres postes (-3 k€).
 - -244 k€ de charges de personnel avec une baisse d'effectifs de moitié (passage de 8 à 4 ETP) ;
 - -33 k€ d'impôts et taxes dont -13 k€ de CVAE (dont l'augmentation des charges de sous-traitance est déduite de l'assiette) et -10 k€ de taxes sur salaires (en lien avec la baisse d'effectifs).
- +31 k€ sur le poste d'achats stockés en lien avec les travaux de développement des réseaux et les raccordements de sites industriels qui sont plus importants en 2018 qu'en 2015 ;
- +42 k€ sur la poste de Service extérieurs, entretien et maintenance dont : +15k€ de maintenance à partir de 2018 associés au changement de système d'information et +25k€ de coûts d'entretien et réparation du réseau (en raison de la projection construite selon le taux d'évolution du parc consommateurs et de l'indice IPC) ;
- -21 k€ d'aides commerciales
- L'augmentation des recettes extratarifaires de -191 k€ liée au développement des recettes de raccordement de consommateurs industriels en 2018 (hausse conjoncturelle sur les années 2016-2018) ;
- Une baisse de +206 k€ sur le poste de production immobilisée expliquée par le transfert des équipes de techniciens vers SRD (qui interviennent notamment durant les phases de travaux d'extension ou de densification) ce qui réduit les montants de charges de personnel qui peuvent être immobilisés ;
- +139 k€ liés aux besoins nécessaires pour répondre aux obligations de la loi NOTRe et LTECV (+92 k€) et traiter les engagements du plan anti-endommagement (+47 k€) ;

Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2015-2018 (en k€)

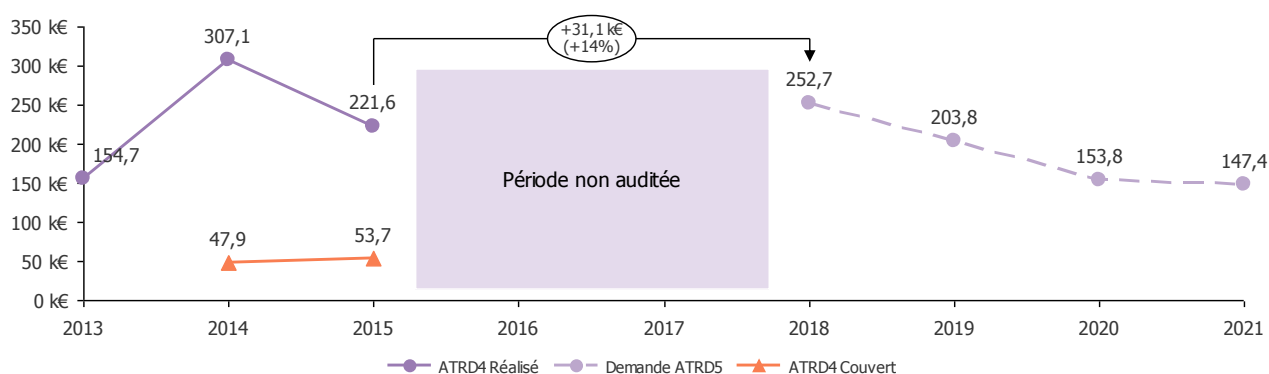


6.2 Evolution des consommations externes

6.2.1 Achats stockés

Le poste achats stockés évolue à la hausse entre 2015 et 2018 de +31,1 k€ :

Evolution du poste Achats stockés 2013-2021 (en k€)



Sorégies a indiqué que ce poste était constitué en très grande majorité (part supérieure à 90%) d'éléments immobilisés. [confidentiel]

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Part non immobilisée	12,2	12,9	4,4	10,0	confidentiel					
Par immobilisée	142,5	294,2	217,2	235,0						
Total achats stockés	154,7	307,1	221,6	245,0	235,0	252,7	203,8	153,8	147,4	189,4

La hausse entre 2015 et 2018 est due à une phase de raccordements importants nécessitant des travaux.

En lien avec le volume et les montants de raccordements prévus (cf. 6.5 recettes extra-tarifaires) qui baissent fortement en 2020 et 2021 pour des raisons non justifiées, PMP propose d'ajuster le montant de production immobilisée d'achats stockés (cf. 6.6 production immobilisée) en prenant les valeurs suivantes :

2020 : moyenne des montants des années 2018 et 2019

2021 : montant 2020 actualisé avec l'IPC

En k€ courants	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021
Achats stockés immobilisés (demande tarifaire)	confidentiel				
Achats stockés ajusté					
Ajustement					

Proposition initiale d'ajustement : En cohérence avec les ajustements proposés ci-après sur les raccordements en recettes extra-tarifaires et les montants de production immobilisée, nous prévoyons un ajustement moyen annuel à la hausse de **+42,4 k€/an** sur la part immobilisée des achats stockés sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD : Sorégies s'oppose à cet ajustement et maintient les hypothèses de plan d'investissement transmis aux services de la CRE dans le cadre du dossier tarifaire dans lequel il n'avait pas été identifié sur les années 2020 et 2021, en cohérence :

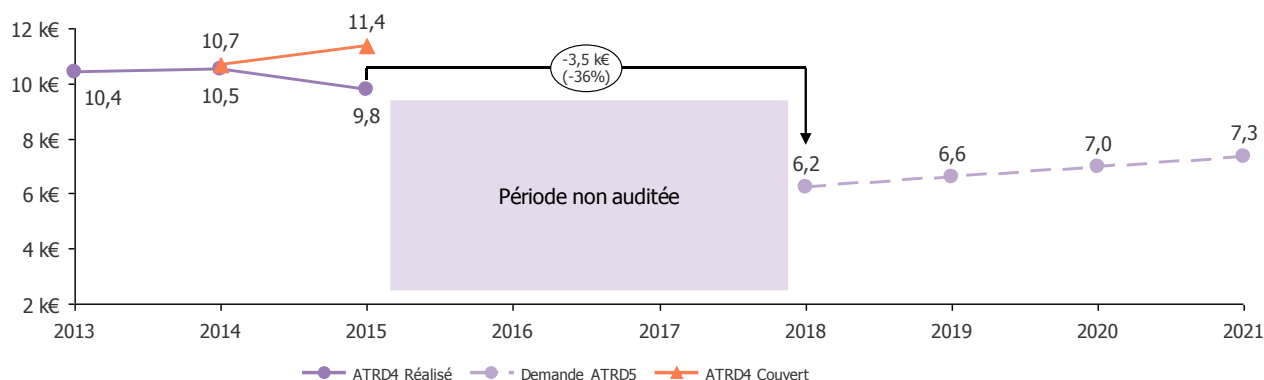
- Ni de recettes extra-tarifaires liées à des raccordements de consommateurs industriels ;
- Ni d'investissements liés à des raccordements de consommateurs industriels ;
- Ni de recettes tarifaires (liées à la consommation et aux points de livraison).

Proposition finale d'ajustement : PMP maintient son ajustement en considérant que les hypothèses prises de raccordements industriels ne sont pas réalistes au regard des recettes extra-tarifaires observées sur la période 2013-2019.

6.2.2 Loyers, crédit bail et charges locatives

Le poste Loyers crédit-bail et charges locatives est baisse de -3,5 k€ soit -36% entre 2015 et 2018.

Evolution du poste Loyers, crédit bail et charges locatives 2013-2021 (en k€)



Ce poste comprend les éléments suivants :

En € courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Locations immobilières	1 698	1 656	1 653	1 700	confidentiel					6 782
Locations matériels	8 611	8 733	8 064	10 000						
Autres	103	118	51	100						
Total Loyers crédit-bail charges locatives	10 412	10 506	9 767	11 800	5 913	6 243	6 590	6 953	7 340	

Les méthodes suivies par Sorégies pour projeter ces charges sont :

	Méthode de projection de Sorégies		
	2016 P	2017 P	2018-2021 P
Locations immobilières	Moyenne 2012-2015	confidentiel	
Locations matériels	Montant arbitraire de 10 000€ non justifié		
Autres	100 € (charge fixe)		

Nous proposons d'ajuster ces méthodes de la manière suivante :

	Proposition de méthode de projection ajustée		
	2016 P	2017 P	2018-2021
Locations immobilières	Hypothèse conservée	Hypothèse conservée (2)	Indexation IPC à la place de la hausse arbitraire de +50€/an
Locations matériels	Moyenne 2012-2015	Hypothèse conservée (2)	Indexation IPC uniquement. La croissance selon l'évolution du parc consommateurs ne paraît pas justifiée étant donné que sur la période 2013-2015 le parc consommateurs a augmenté de 5,8%/an sans générer d'évolution significative
Autres	Hypothèse conservée	Hypothèse conservée	Hypothèse conservée

(1) : une piste d'explication au coefficient de 30% retenu a été fourni par Sorégies en indiquant que les techniciens transférés chez SRD disposaient de 7 centres de maintenance dans la Vienne ce qui représente un surcoût d'après ce dernier. Des indications sur les charges immobilières associés à ces 7 centres seraient toutefois nécessaire pour analyser précisément la pertinence de ce coefficient.

(2) : **Faute d'informations transmises par Sorégies, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer la pertinence des hypothèses prises pour déterminer les valeurs 2017 faisant suite à la réorganisation. Pour garder une cohérence globale de la demande tarifaire, nous proposons néanmoins de conserver en l'état ces hypothèses de construction des données 2017.**

En appliquant ces méthodes ajustées on obtient les données suivantes :

En € courants	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Locations immobilières	1 700	confidentiel					
Locations matériels	8 670						
Autres	100						
Total Loyers crédit-bail charges locatives	10 470						
Ajustement	-1 330						

Proposition d'ajustement : En appliquant les méthodes de projection décrites ci-dessus, on obtient un ajustement moyen annuel de **-1,6 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement n'appelle aucun commentaire de la part de Sorégies.

6.2.3 Redevances

Le poste « redevances » de Sorégies est en hausse de 65 k€ (+18%) sur la période 2015-2018.

[confidentiel]

En € courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Redevance d'occupation des sols	confidentiel									
Redevances de desserte										
Redevances versées au SEV (*)										
Total (hors redevance versée au SEV)										

(*) : syndicat des énergies de la Vienne

Sorégies prévoit une augmentation des redevances sur la période ATRD5 en raison de la progression de sa base consommateurs et du développement de ses réseaux. Il prend pour cela les hypothèses suivantes :

- Redevance d'occupation des sols : [confidentiel]
- Redevances de desserte : [confidentiel]
- Redevances versées au Syndicat des énergies de la Vienne (SEV): +[confidentiel]

De plus, dans sa demande tarifaire, Sorégies retire les redevances versées au SEV, qui ne sont donc finalement pas prises en compte.

En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, l'ensemble des redevances, excepté la redevance d'occupations des sols est exclu de la demande tarifaire.

Concernant la redevance d'occupations des sols, nous proposons qu'elle ne suive pas la progression du parc de consommateurs au regard des variations de ses montants sur la période 2013-2015. En prenant l'hypothèse que le parc consommateurs évolue de +3%/an (cf. annexe) le taux d'évolution à appliquer devient :

En € courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Taux d'évolution moyen des RODP (demande tarifaire)	5,0%	4,8%	4,5%	4,3%	4,7%
Taux ajusté	2,0%	1,8%	1,5%	1,3%	1,7%

En appliquant ce taux ajusté à la redevance on obtient les montants suivants de RODP ajustés :

En € courants	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Redevance d'occupation des sols (ajustée)	confidentiel						
Ajustement							

Proposition initiale d'ajustement :

En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, l'ensemble des redevances, excepté la redevance d'occupations des sols est exclu de la demande tarifaire. Cela impacte la demande à hauteur de **-22,5 k€/an** sur la période 2018-2021.

En corrigeant la projection de la charge de redevance d'occupations des sols selon un taux moyen de 1,7%/an, cela impacte la demande de **-0,3 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD :

Sorégies donne des précisions à propos de la redevance de concession. Elle correspond à la redevance que Sorégies verse au Syndicat d'Energie de Vendée pour des concessions gaz naturel (rattachés au domaine régulé) qu'elle exploite. Il n'existe aucun lien capitalistique entre Sorégies et le concédant. Ainsi, selon Sorégies, les redevances de concession sont bien une charge d'exploitation réelle qu'un GRD doit prendre en compte.

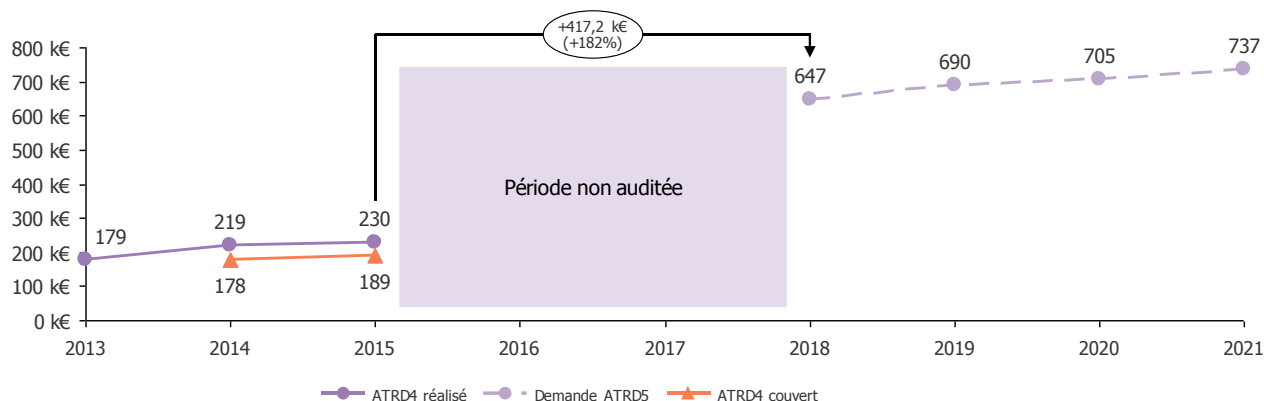
Proposition finale d'ajustement :

PMP maintient en l'état son ajustement. En cohérence avec ce qui a été couvert lors de la période ATRD4, seule la redevance d'occupation des sols est conservée. L'intégration d'autres redevances sera étudiée en détail par la CRE.

6.2.4 Services extérieurs, entretien et maintenance

Entre 2015 et 2018, le poste services extérieurs, entretien et maintenance augmente de 417 k€ d'après les prévisions de Sorégies, soit une augmentation de +182%.

Evolution du poste Services extérieurs, entretien et maintenance 2013-2021 (en k€)



La quasi-totalité de cet écart s'explique par le transfert de l'activité d'opérateur de réseaux gaz vers SRD. Dans ce contexte Sorégies a signé une convention de prestations de services avec SRD pour définir les prestations prises en charge par cette dernière et les tarifs de ces prestations. La mise en place de cette convention engendre une augmentation des charges externalisées d'entretien et maintenance des réseaux en contrepartie d'une baisse des ETP.

En € constants	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Sous-traitance	29 869	34 078	44 000	confidentiel					
Entretien et réparation – Biens immobiliers	7 122	7 255	7 350						
Entretien et réparation – Biens mobiliers (sous-poste portant la charge relative à la convention de services passée avec SRD à partir de 2017)	163 538	172 933	182 000						
Maintenance	18 232	15 278	16 000						
Total en € constants	218 761	229 544	249 350	599 240	631 870	664 640	669 240	688 180	663 483

Sous-poste sous-traitance :

D'après Sorégies, le sous-poste de sous-traitance comprend notamment :

- Les coûts de relève pour 20k€/an dont l'évolution est liée à celle des PDL ;
- Pour les coûts hors relève, [confidentiel]

PMP note toutefois dans la convention de prestations de services que SRD « [...] assure pour le compte de Sorégies les relèves semestrielles des index des comptages non télérelevables selon les fréquences indiquées par Sorégies ». Sur ce point, Sorégies a précisé que :

- La présente demande tarifaire intègre les coûts de relève dans le poste de sous-traitance pour 20 k€/an (€ constants) ;
- Le coût de la convention de 356 k€ (avec marge) ne tient pas compte de la prestation de la relève.

De ce fait PMP demande à Sorégies de lui justifier que le coût de la convention ne tient pas compte de la prestation de relève. Dans l'attente de cette démonstration, PMP propose de retirer les charges de relève prévues en sous-traitance dans le cadre de la demande tarifaire.

De plus, PMP propose de faire évoluer le sous-poste de sous-traitance hors relève selon l'indice IPC [confidentiel]

Concernant le montant retenu pour l'audit ATRD6, [confidentiel]

Pour le sous-poste Entretien et réparation – Biens immobiliers, [confidentiel] PMP n'a pas de remarque sur ce poste.

Sous-poste Entretien et réparation – Biens mobiliers :

Pour le sous-poste Entretien et réparation – Biens mobiliers, Sorégies décompose sa projection selon deux éléments :

- A partir de 2017 la charge relative à la convention de prestations de services passée avec SRD (Directions des Opérations Réseaux) ;
- Les charges récurrentes d'entretien des biens mobiliers.

Montant de la convention Sorégies-SRD :

D'après Sorégies, le montant annuel 2017 de la convention de prestations de service est de 346 k€ auquel vient s'ajouter une marge de 3% soit 356 k€.

Sorégies a indiqué à PMP que « le montant estimatif de la convention pris en compte dans la demande tarifaire a été basé sur le constat d'heures pointées sur chaque poste considéré au cours de l'année 2015 au périmètre ATRD régulé » :

Prestations effectuées par SRD	Département de la Vienne (heures passées)	Département de la Vendée (heures passées)	Total heures passées
Exploitation	confidentiel		
Dépannage			
Interventions Impayés			
Prestations payantes			
Entretien Réseaux + postes			
Profilage de données Gaz Naturel Vienne			

Total	4219	800	5019
--------------	-------------	------------	-------------

Sorégies a précisé de plus que « pour chaque poste, ces heures ont été multipliées par des taux horaires qui étaient le résultat de la pro-ratisation du nombre d'heures réalisées par des agents exécution et maîtrise multiplié par les taux horaires de ces collègues ».

PMP n'a pas eu d'éléments de prix précis à rattacher à ces heures pour obtenir un détail des 356 k€ hormis les données suivantes qui ne pouvaient pas être rapprochées des heures mentionnées ci-dessus :

Taux horaire technicien	confidentiel
Taux horaire exécution opérateur	
Taux horaire maîtrise opérateur	
Taux horaires haute-maîtrise opérateur	

Par ailleurs PMP a demandé à Sorégies de lui détailler le tableau suivant afin d'évaluer le surcoût qu'entraîne la contractualisation des prestations avec SRD par rapport aux coûts de rémunération brutes des effectifs avant réorganisation :

Prestations effectuées par SRD	Rémunérations brutes des ETP effectuant les prestations au sein de Sorégies (en €)	Montant des prestations estimées pour 2017 (retenus dans la demande tarifaire) – hors marge de 3% (en €)
Exploitation	confidentiel	confidentiel
Dépannage		
Interventions Impayés		
Prestations payantes		
Entretien Réseaux + postes		
Profilage de données Gaz Naturel Vienne		
Total	164 693 €	345 999 €

Il ressort de ce tableau qu'en rapportant le montant estimatif 2017 de la convention au coût de masse salariale des agents concernés en 2015, le coefficient d'environnement est de l'ordre de 100% ce qui paraît bien supérieur aux standards de ce type de structure (coefficient compris entre 15 et 35% chez d'autres ELD).

Ainsi, au travers des éléments fournis, PMP propose d'ajuster le chiffrage de cette convention en :

- Appliquant un coefficient d'environnement moyen de 25% au total des rémunérations brutes versées en 2015 ;
- Conservant le taux de marge de 3% ;
- Faisant évoluer le montant 2017 de la convention avec l'indice IPC ;

- Actualisant ces données avec l'indice IPC (sans tenir compte de l'évolution du parc consommateurs).

Ainsi la proposition de chiffrage alternatif du coût de la convention de prestations avec SRD sur la période 2017-2021 serait de :

En € courants	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Entretien et réparation – Biens mobiliers (sous-poste portant la charge relative à la convention de services passée avec SRD) (€ constants)	confidentiel					
Demande tarifaire						
Ecart	-146	-159	-172	-187	-203	-180

Montants récurrents d'entretien

PMP observe que le montant de 172,9 k€ de coûts récurrents sur le sous-poste de Entretien et réparation – Biens mobiliers en 2015 contient une part de 28,2 k€ de coûts à retirer à partir de 2017 de la demande tarifaire en lien avec la délibération de la CRE du 5 janvier 2017 confiant une partie de l'entretien des réseaux à GRT Gaz et TIGF.

En € courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Montant de coûts récurrents d'entretien des réseaux (A)	116 073	152 158	144 762	163 360	confidentiel					
Part d'entretien revenant à GRT GAZ ou TIGF en 2017 (B)	16 382	11 380	28 171	18 640						
Total coût récurrent d'entretien (A+B)	132 455	163 538	172 933	182 000						

Nous proposons qu'à partir de 2017, les coûts d'entretien (ligne A du tableau ci-dessus) progressent selon l'indice IPC et non selon l'évolution du parc consommateurs (ce qui ne se vérifie pas sur la période réelle).

Sous-poste Maintenance :

Sorégies fait évoluer le sous-poste maintenance en ajoutant :

- [confidentiel] à l'estimé 2016.
- [confidentiel] qui représentent la charge de maintenance du nouveau système d'information (322 k€ passés en capex ; à noter que la DSI reste gérée par le GRD Sorégies).

Nous proposons, par cohérence avec les autres charges de ce poste, de faire évoluer les montants de ce sous-poste selon l'indice IPC.

L'ensemble de ces ajustements donne la trajectoire suivante pour le poste Services extérieurs entretien et maintenance :

En € courants	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Sous-traitance (relève)	20 000	21 046	confidentiel					
Sous-traitance (hors relève)	14 078	22 954						
Entretien et réparation – Biens immobiliers	7 255	7 350						
Entretien et réparation – Biens mobiliers – convention SRD								
Entretien et réparation – Biens mobiliers – hors convention SRD (charges récurrentes)	144 762	163 360						
Maintenance		14 894						
Total	201 373	230 710	413 349	433 707	439 770	446 428	454 044	443 487

Par rapport aux montants de la demande tarifaire de Sorégies cela représente un ajustement de :

En € constants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Sous-traitance (relève)	confidentiel				
Sous-traitance (hors relève)					
Entretien et réparation – Biens immobiliers					
Entretien et réparation – Biens mobiliers – convention SRD					
Entretien et réparation – Biens mobiliers – hors convention SRD (charges à transférer à GRT Gaz)					
Entretien et réparation – Biens mobiliers – hors convention SRD (charges récurrentes)					
Maintenance					
Total	-213 585	-235 125	-257 125	-280 188	-246 506

Proposition initiale d'ajustements :

PMP propose d'ajuster le poste de Service Extérieur en :

1/ Excluant les prestations de relève de la demande tarifaire car cela semble faire doublon avec les prestations demandées par Sorégies à SRD dans le cadre de la convention de prestations de service. Si Sorégies démontrait que ces prestations de relève sont bien complémentaires l'ajustement serait annulé. Cela a un impact moyen annuel de **-24,5 k€/an** ;

2/ Faisant évoluer les charges de sous-traitance hors relève selon l'IPC uniquement et non aussi avec le parc consommateurs. Cela a un impact moyen annuel de **-1,3 k€/an** ;

3/réduisant le montant de la convention 2017 qui semble être surestimé en raison d'un coefficient d'environnement d'environ 100% par rapport à la masse salariale des agents qui travaillaient sur les missions de la convention au sein de Sorégies en 2015. De plus nous proposons que le montant de cette convention soit uniquement indexé sur l'IPC. Cela a un impact moyen annuel de **-180 k€/an** ;

4/ Excluant à partir de 2017 les coûts d'entretien qui doivent être pris en charge par GRT GAZ ou TIGF, cela représente un impact moyen annuel de **-20 k€/an** ;

5/faisant évoluer les charges d'entretien de biens mobilier hors convention SRD selon l'indice IPC uniquement sans tenir compte de l'évolution du parc de consommateurs. Cela a un impact moyen annuel de **-19,3k€/an** ;

5/ faire évoluer les coûts de maintenance selon l'IPC uniquement sans tenir compte de l'évolution du parc de consommateurs. Cela représente un impact de **-1,3 k€/an**.

Réponse de l'ELD :

Sorégies indique que le taux d'environnement des coûts des prestations de SRD est de 87% avec un taux de marge de 8%.

Sorégies s'oppose aux coûts environnés à 25% fixés de manière arbitraire par PMP selon l'ELD. La comparaison avec les autres ELD est aléatoire dans la mesure où il n'a pas été fixé de référentiel commun. Les éléments pris en compte pour le calcul des coûts environnés de chacune des ELD peuvent être totalement différents. Le taux environné de 87% prend en compte toutes les charges non salariales (avantages en nature, droits à retraite, formation, taxes sur les salaires,...), les frais d'encadrement et les coûts des activités support (utilisation des bâtiments, véhicules, informatique,...). Les fourchettes de taux environnés reprises par le cabinet PMP pour sa comparaison n'intègrent peut-être qu'une partie de ses charges non-salariales, le reste étant intégré au taux horaire. D'autant plus que les coûts environnés ont été validés avec l'opérateur de réseaux. Sorégies indique que le référentiel utilisé par PMP pour une comparaison avec d'autres acteurs du secteur ne lui a pas été transmis. Sorégies considère donc que son argumentation n'a pas été entendue par l'auditeur et que l'ajustement de PMP n'est pas basé sur des éléments concrets et objectifs.

Par ailleurs, Sorégies exprime son refus de la méthodologie d'évolution du poste d'entretien. Sorégies souhaite que ce poste soit lié à l'évolution du parc consommateurs.

Proposition finale d'ajustements :

Suite à la réponse de Sorégies, les positions de PMP sont les suivantes :

1/ faute de démonstration de la part de Sorégies sur l'absence de coûts de relève dans la convention avec SRD, PMP maintient son ajustement ;

2/ Sorégies n'ayant pas fait de commentaire sur les charges de sous-traitance hors relève, PMP maintient son ajustement ;

3/ Dans une logique d'opérateur efficace, PMP maintient son ajustement en considérant qu'un taux d'environnement de 87% et une marge de 8% ne peuvent être acceptés ;

4/ Sorégies n'ayant pas fait de commentaire sur les charges à transférer à GRT Gaz ou TIGF, PMP maintient son ajustement ;

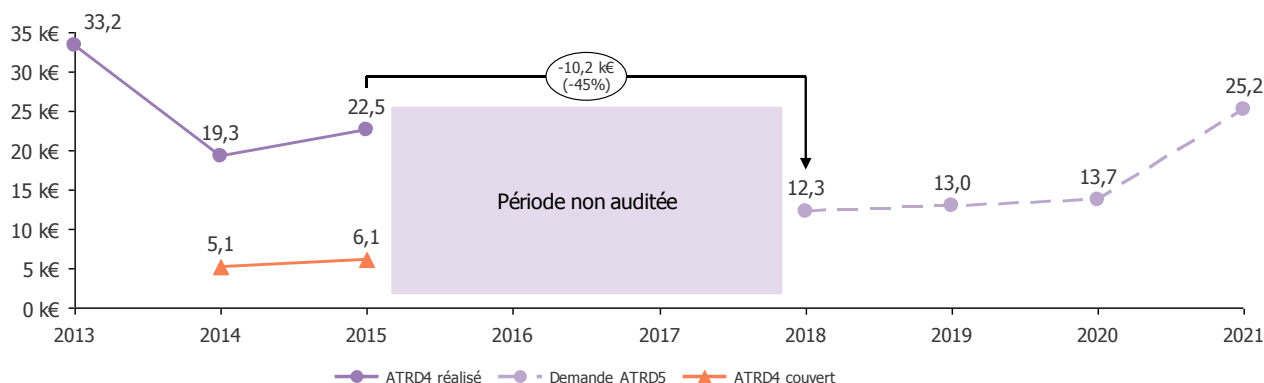
5/ PMP maintient son ajustement sur les charges d'entretien de biens mobilier hors convention SRD en considérant que les charges réelles de ce sous-poste n'ont pas démontré de corrélation directe avec le parc de consommateurs ;

6/ Sorégies n'ayant pas fait de commentaires sur l'évolution des coûts de maintenance, PMP maintient son ajustement.

6.2.5 Prestations externes

Le poste prestations externes évolue de -10,2 k€ (-45 %) entre 2015 et 2018 :

Evolution du poste Prestations externes 2013-2021 (en k€)



Concernant la baisse de la charge entre 2015 et 2018, Sorégies indique qu'un ratio de 50% a été appliqué en 2017 à la suite de la réorganisation représentant le rapport du nombre d'ETP transférés vs les ETP restant au sein de Sorégies. D'après Sorégies cette hypothèse de 50% est très prudente car certaines charges telles que celles de commissaire aux comptes (qui constituent l'essentiel du poste) ne seront sans doute pas divisées par 2 à la suite de la réorganisation.

Par ailleurs, PMP observe que sur la période 2018-2021 les montants de ce poste évoluent de la manière suivante :

En € courants	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Prestations externes	confidentiel					
Évolution						

PMP observe qu'une charge spécifique de [confidentiel] a été rajoutée en 2021. Sorégies l'a justifié comme étant une autre charge de l'audit ATRD6 alors que celle-ci est déjà présente dans la demande tarifaire en 2019 sous le poste de Services extérieurs (sous-traitance).

En € courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Ajustement	confidentiel				

Propositions d'ajustement :

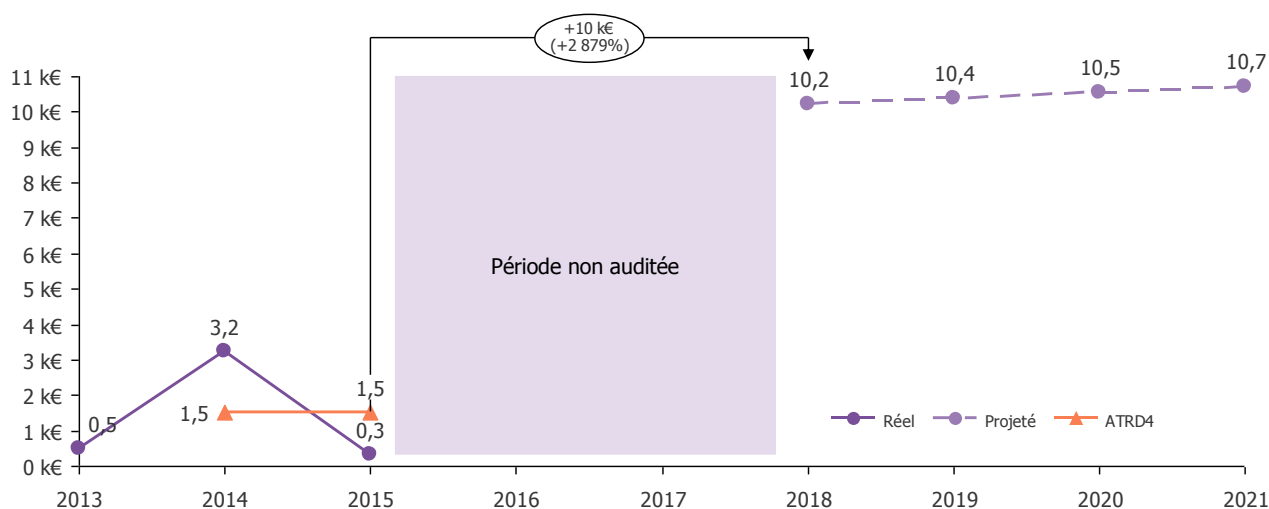
PMP propose de retirer la charge estimée en 2021 associée à l'audit ATRD6 car une charge équivalente a été déjà été retenue en 2019 à ce titre.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement n'appelle aucun commentaire de la part de Sorégies.

6.2.6 Dépenses de communication

Le poste dépenses de communication augmente de +10 k€ au cours de la période 2015-2018, ce qui correspond à 2 879% car il représentait uniquement 0,3 k€ en 2015.

Evolution des dépenses de communication (en k€)



Sorégies explique que les dépenses de communication n'ont été réellement intégrées à la demande tarifaire qu'en 2017. Les charges présentées sur la période 2017-2021 sont des campagnes de phoning consommateurs dédiées à l'activité du GRD Gaz. Ces dépenses peuvent être considérées comme des dépenses de communication externe.

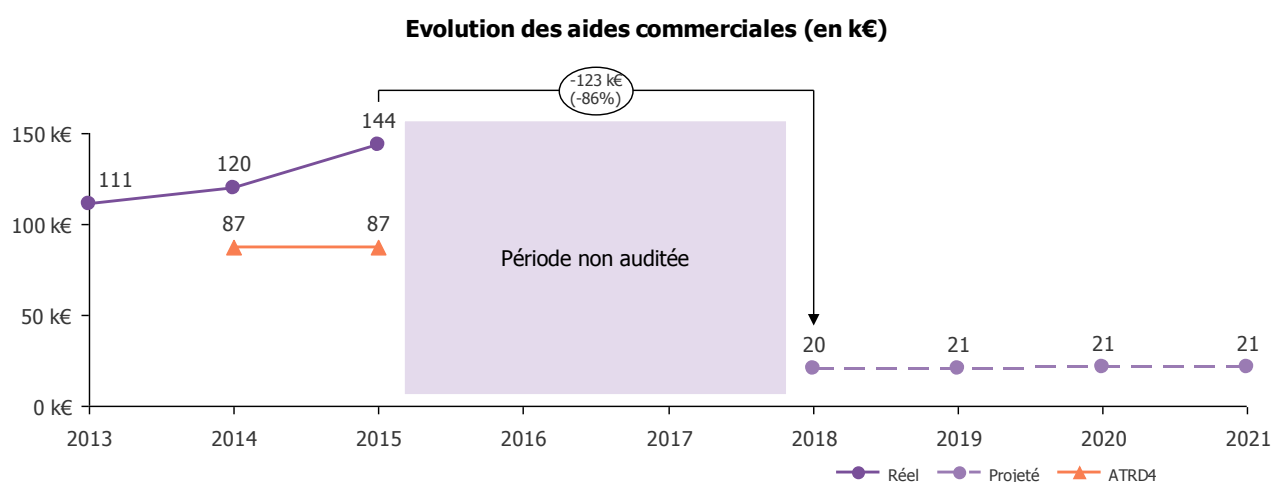
Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses de communication externe liées au développement de l'activité gaz. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, les dépenses de communication de Sorégies sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5.

Proposition d'ajustement : En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses de communication externes (développement) sont exclues du périmètre de la demande tarifaire. L'impact annuel moyen est de **-10,4 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement n'appelle aucun commentaire de la part de Sorégies. Les modalités de la mise en œuvre d'un mécanisme incitatif seront discutées ultérieurement avec la CRE.

6.2.7 Aides commerciales

Dans la demande tarifaire de Sorégies, le poste « aides commerciales » baisse de -123 k€ (-86%) entre 2015 et 2018.



D'après Sorégies, le poste porte essentiellement sur l'ensemble des actions de promotions des branchements gaz, sur les nouveaux programmes ou sur les opérations de densification.

A noter que sur la période réelle, les dépenses d'aides commerciales ont fait l'objet d'un traitement extracomptable particulier qui explique les valeurs élevées de ces charges entre les années 2013-2015. En effet, sur cette période ont été intégrées dans les charges d'aides commerciales les montants des remises commerciales incitatives à la densification de réseaux gaz équivalent à l'écart entre le coût réel d'un raccordement et le montant facturé aux consommateurs. Ce surcoût est neutralisé en intégrant le montant équivalent au poste des recettes extra-tarifaires. A compter de 2016 cette méthode n'a plus été suivie. Sur la période 2013-2015, ces écritures représentent les montants suivants :

En € courants	2013 R	2014 R	2015 R	Moyenne 2013-2015
Montant des remises commerciales intégrées au poste d'aides commerciales	111 161	97 195	102 199	103 519

En tenant compte de ces montants, les aides commerciales « nettes » sont de :

En € courants	2013 R	2014 R	2015 R	Moyenne 2013-2015
---------------	--------	--------	--------	-------------------

Aides commerciales « nettes »	0	22 624	41 764	21 463
----------------------------------	---	--------	--------	--------

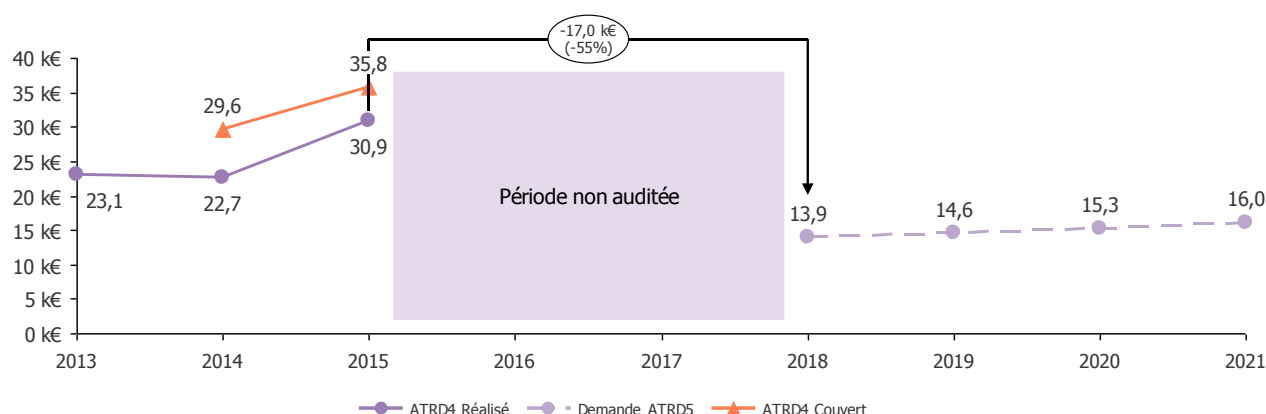
Proposition d'ajustement : Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses relatives au développement du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz mais incite GRDF via des bonus. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses d'aides commerciales sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5 de Sorégies. Ceci conduit à un ajustement à la baisse de **-20,9 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement n'appelle aucun commentaire de la part de Sorégies. Les modalités de la mise en œuvre d'un mécanisme incitatif seront discutées ultérieurement avec la CRE.

6.2.8 Autres charges

Le poste « Autres charges » évolue entre 2015 et 2018 de -17 k€ (-55%) :

Evolution du poste Autres charges 2013-2021 (en k€)



Ce poste comprend plusieurs sous-postes qui évoluent de la manière suivante sur la période 2016-2021 :

En € courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Voyages et déplacements	7 860	9 224	11 082	11 500	confidentiel					
Frais d'affranchissement	3 360	3 162	3 140	3 300						
Frais télécom	5 462	4 839	5 578	5 700						
Frais bancaires	881	1 275	1 011	1 100						
Pertes sur créances irrécouvrables	2 441	0	5 591	0						
Cotisations et séminaires	1 488	1 658	2 666	2 500						
Divers	1 575	2 494	1 876	2 000						

Total « autres charges »	23 067	22 652	30 943	26 100	13 291	13 920	14 581	15 276	16 019	14 949
---------------------------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

Les méthodes de projection suivies sont : *[confidentiel]*

Faute d'informations transmises par Sorégies, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer la pertinence des hypothèses prises pour déterminer les valeurs 2017 faisant suite à la réorganisation. Pour garder une cohérence globale de la demande tarifaire, nous proposons néanmoins de conserver en l'état ces hypothèses de construction des données 2017.

Par ailleurs, en s'appuyant sur les données proposées jusqu'en 2017, PMP propose d'ajuster l'hypothèse d'évolution sur la période 2018-2021 en excluant l'évolution selon celle du parc consommateurs (+3%/an) qui n'est pas justifiée au regard de la trajectoire des charges réelles.

Ainsi, dans le présent rapport, notre proposition d'ajustements est de :

En € courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Voyages et déplacements	confidentiel				
Frais d'affranchissement					
Frais télécom					
Frais bancaires					
Pertes sur créances irrécouvrables					
Cotisations et séminaires					
Divers					
Total « autres charges »	-919,8	-1 399,6	-1 894,9	-2 409,4	-1 656

Proposition d'ajustement :

PMP propose d'ajuster les méthodes de projection du poste « autres charges » en excluant l'hypothèse d'évolution selon le parc consommateurs (+3%/an). Seule l'évolution selon l'indice IPC reste pertinente.

L'impact moyen annuel de cet ajustement est de **-1,7 k€/an**.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement n'appelle aucun commentaire de la part de Sorégies.

Impayés acheminement :

Sorégies ne mentionne pas d'impayés acheminements dans sa demande tarifaire souhaitant que les montants associés soient intégrés au CRCP.

Par ailleurs, la CRE a décidé pour GRDF de retenir un ajustement de 0,9% du revenu autorisé prévisionnel. Si cette orientation est retenue de manière uniforme pour les ELD, Sorégies devra inclure les impayés acheminements dans ses charges à hauteur de :

k€ courants	2018 P	2019 P	2020	2021	Moyenne 2018-2021
CCN	2 998,3	3 105,0	3 195,5	3 286,3	3 146,3
OPEX ajustés	293,5	364,5	330,8	334,6	330,8
Demande de l'ELD en impayés acheminements (A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OPEX ajustés – Demande de l'ELD en impayés acheminements	293,5	364,5	330,8	334,6	330,8
Total des charges à couvrir hors impayés acheminements	3 291,7	3 469,6	3 526,3	3 620,9	3 477,1
Calcul impayés PMP (B)	29,6	31,2	31,7	32,6	31,3
Ecart (B-A)	29,6	31,2	31,7	32,6	31,3

Proposition d'ajustement initiale :

Pour les impayés acheminements, l'application de la méthode retenue lors de l'élaboration de l'ATRD5 de GRDF conduirait à un ajustement annuel moyen à la hausse **+31,3 k€/an** sur la période 2018-2021

Réponse de l'ELD : Cet ajustement n'appelle aucun commentaire de la part de Sorégies.

Proposition d'ajustement finale :

En tenant compte des ajustements finaux proposés sur les autres postes, l'ajustement sur les impayés acheminement serait de **+31,6 k€/an** sur la période 2018-2021

6.2.9 Ajustements du taux d'évolution selon le parc de consommateurs : postes de fournitures non stockables, d'achats de matières et fournitures non stockées, Assurances

Sorégies a aussi utilisé le taux d'évolution de son parc consommateurs sur la période 2017-2021 pour calculer les projections des postes suivants : « fournitures non stockables », « d'achats de matières et fournitures non stockées », « Assurances ».

En € courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Fournitures non stockables	2 624	2 171	2 505	confidentiel						
évolution		-17,2%	15,4%							
Achats de matières et fournitures non stockées	18 833	18 105	17 313							
évolution		-3,9%	-4,4%							
Assurances	4 973	6 086	7 845							
évolution		22,4%	28,9%							

Nous estimons que cela n'est pas fondé pour les postes de « fournitures non stockables », « d'achats de matières et fournitures non stockées » en raison de l'historique de ces charges qui ne suivait pas l'évolution du parc consommateurs.

Les montants ajustés sont de : *[confidentiel]*

Proposition initiale d'ajustement :

En faisant évoluer les postes de « fournitures non stockables », et « d'achats de matières et fournitures non stockées » selon l'indice IPC uniquement (sans retenir l'évolution du parc consommateurs) sur la période 2017-2021, l'impact annuel moyen sur ces postes est de respectivement **-132 €/an et -527 €/an**

Pour ce qui concerne le poste « assurances », PMP observe que ce poste a fait l'objet d'une forte hausse sur la période 2013-2015 (+57,7%). Néanmoins nous notons que les conditions d'assurance ont été négociées récemment ce qui se traduit par une inflexion de cette forte progression (+23% entre 2016 et 2021).

Proposition initiale d'ajustement : PMP propose un ajustement d'attente sur ce poste en demandant à Sorégies de fournir les conditions contractuelles permettant de justifier qu'une corrélation peut être faite entre le montant des charges d'assurance et l'évolution du parc de consommateurs.

L'impact moyen annuel est de **-737 €/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD : Sorégies s'oppose à cet ajustement et insiste sur l'importance de l'évolution du parc de consommateurs :

- Sorégies se fixe des objectifs croissants en nombre de consommateurs parce que l'ELD est encore en phase de développement ;
- Ce développement oblige Sorégies à construire du linéaire de réseau ;
- Ce linéaire construit engage des charges supplémentaires de fonctionnement auxquelles Sorégies ne peut se soustraire, dont une large part de frais d'exploitation et de maintenance des réseaux.

Propositions finales d'ajustement : PMP maintient ses ajustements considérant que l'évolution des charges réelles des sous-postes concernés n'a pas démontré de corrélation avec l'évolution du parc de consommateurs.

6.3 Evolution des charges de personnel

6.3.1 Effectifs GRD Gaz

Les effectifs GRD de Sorégies évoluent entre 2013 et 2021 : *[confidentiel]*

Sur la période 2013-2015, Sorégies calcule le nombre d'ETP GRD Gaz à partir de la masse salariale affectée à l'activité GRD Gaz divisé par le salaire moyen de l'ensemble de la structure Sorégies (toutes activités confondues).

[confidentiel]

En 2017, Sorégies prend l'hypothèse de manière arbitraire de disposer de 4 ETP sur le périmètre du GRD Gaz à la suite de la réorganisation. Nous ne disposons pas d'éléments pour analyser ce chiffre. Il n'a toutefois pas d'incidence directe sur le calcul du poste « rémunérations brutes » (cf. 6.3.2).

[confidentiel]

En k€ courants	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Total Capex bruts	2 250	1 908	1 956	1 901	2 048	1 638	1 218	1 164	1517

6.3.2 Charges de personnel

Le poste charge de personnel diminue de 244 k€ au cours de la période 2015-2018, ce qui correspond à une baisse de 45%, explicable en grande partie par le changement d'organisation.

[confidentiel]

Le poste de charges de personnel comprend les sous-postes suivants :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Rémunérations du personnel	278,6	278,7	297,5	325,4	confidentiel					
Charges sociales	150,8	155,4	154,3	171,4						
CICE	-7,9	-12,2	-13,3	-14,6						
1% CCAS	22,1	23,4	25,5	27,0						
Autres charges	40,4	37,1	81,6	50,0						
Total charges de personnel	484,1	482,4	545,7	559,2						

Rémunérations brutes :

La méthode suivie par Sorégies pour déterminer ces charges de personnel prévisionnelles sur la période 2017-2021 tient avant tout à l'hypothèse retenue d'un total de rémunérations brutes 2017 [confidentiel]. Cette hypothèse est justifiée succinctement par Sorégies par le fait qu'environ la moitié des effectifs est transférée vers SRD. cette hypothèse demande à être précisée par Sorégies.

La méthode suivie consiste à appliquer au montant 2017 les taux d'évolution composites suivants :

[confidentiel]

On notera que Sorégies souhaite isoler « l'effet prix » de la hausse des rémunérations en soustrayant l'indice IPC aux taux SNB et GVT positif.

[confidentiel]

PMP est à ce jour uniquement en mesure d'apprécier l'évolution des rémunérations brutes qui est modérée sur la période 2018-2021. C'est pourquoi dans le présent rapport, nous n'avons pas d'ajustement à proposer sur ce poste.

Faute d'informations transmises par Sorégies, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer la pertinence des hypothèses prises pour déterminer les valeurs 2017 faisant suite à la réorganisation. Pour garder une cohérence globale de la demande tarifaire, nous proposons néanmoins de conserver en l'état ces hypothèses de construction des données 2017.

Charges sociales :

Les taux de charges sociales employés par Sorégies évoluent selon les directives données par la CNIEG dans son mail du 21 septembre 2016 (cf. annexes) à savoir :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Taux de charges sociales appliqués par Sorégies	54,1%	55,8%	51,9%	confidentiel						
Evolution n/n-1										

PMP n'a pas de remarque sur ce poste.

CICE/CCAS et autres charges sociales :

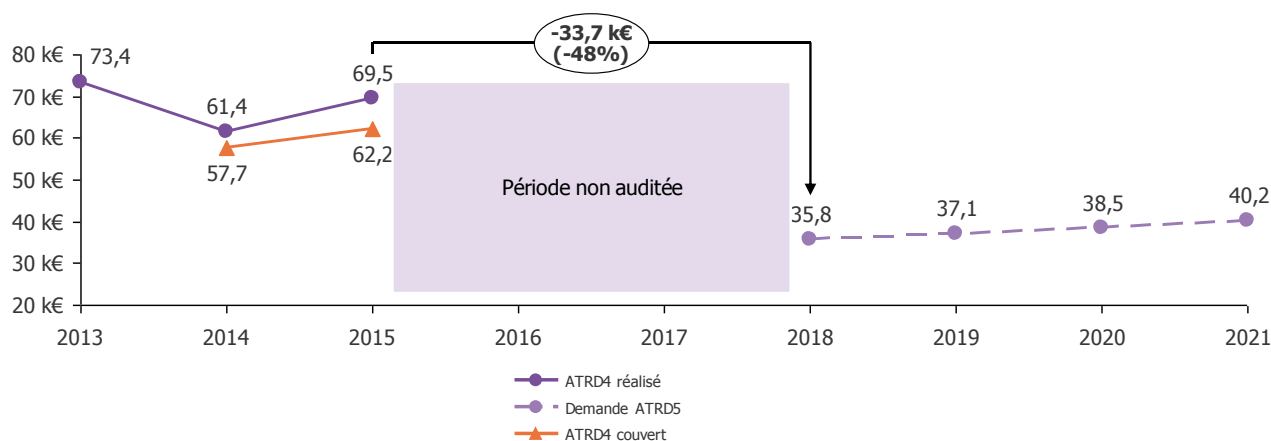
PMP n'a pas de remarques sur les méthodes de projection de ces postes sur les années 2017-2021 :

- CICE : application de la formule standard ;
- Autres charges sociales : application d'un taux [confidentiel] sur les rémunérations brutes.

6.4 Evolution du poste Impôts et taxes

Le poste Impôts et Taxes diminue de 33,7 k€ au cours de la période 2015-2018, ce qui correspond à une baisse de 48%.

Evolution du poste Impôts et taxes 2013-2021 (en k€)



Ce poste des Impôts et taxes comprend les sous-postes suivants :

En € courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Taxe foncière	3 023	3 315	3 427	3 492	confidentiel					
Contribution économique territoriale (CET) / CFE	2 422	2 212	2 279	2 304						
Contribution économique territoriale (CET) / CVAE	31 093	36 372	29 305	31 946						
Taxes assises sur les salaires	18 151	16 629	20 256	23 952						
Versement transport	0	0	0	0						
Autres	5 372	14 885	6 104	7 767						
Total Impôts et taxes	60 061	73 412	61 372	69 461	73 600	34 062	35 792	37 091	38 464	40 192

Les hypothèses d'évolution de ces sous-postes sont :

	2016 P	2017 P	2018-2021 P
Taxe foncière	Estimation Sorégies		
Contribution économique territoriale (CET) / CFE	Moyenne 2012-2015		
Contribution économique territoriale (CET) / CVAE	Estimation Sorégies		
Taxes assises sur les salaires			
Versement transport			
Autres	Estimation Sorégies		

(1) : cf. commentaire (1) en 6.2.1.

(2) : Sorégies a indiqué le commentaire suivant qui ne justifie pas clairement le taux utilisé : « A partir de 2017, la diminution de la CVAE se justifie par l'impact de l'externalisation de l'activité opérateur de réseau qui se traduit comptablement par une augmentation des charges de sous-traitance (déduite dans l'assiette de valeur ajoutée) et une diminution des charges de personnel (non intégrée dans l'assiette de la taxe) ».

Faute d'informations transmises par Sorégies, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer la pertinence des hypothèses prises pour déterminer les valeurs 2017 (pour les sous-postes de taxe foncière et CVAE) faisant suite à la réorganisation. Pour garder une cohérence globale de la demande tarifaire, nous proposons néanmoins de conserver en l'état ces hypothèses de construction des données 2017.

PMP propose d'ajuster les calculs de projection avec les méthodes suivantes :

	Méthode PMP de projection 2016-2021		
	2016 P	2017 P	2018-2021 P
Taxe foncière	Valeur 2015* pourcentage moyen d'évolution 2013-2015		
Contribution économique territoriale (CET) / CFE	Hypothèse Sorégies conservée	Hypothèse Sorégies conservée	
Contribution économique territoriale (CET) / CVAE	Valeur 2015* pourcentage moyen d'évolution 2013-2015		
Taxes assises sur les salaires	Méthode Sorégies conservée		
Versement transport			
Autres	Méthode Sorégies conservée		

Les valeurs ajustées et les impacts de ces modifications sont sur les postes taxe foncière et CVAE :

En € courants	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Taxe foncière	3 666	confidentiel					
Contribution économique territoriale (CET) / CVAE	32 644						
Ajustements (écarts vs demande tarifaire)			-1 034,7	-1 745,0	-2 477,8	-3 225,8	-2 120,8

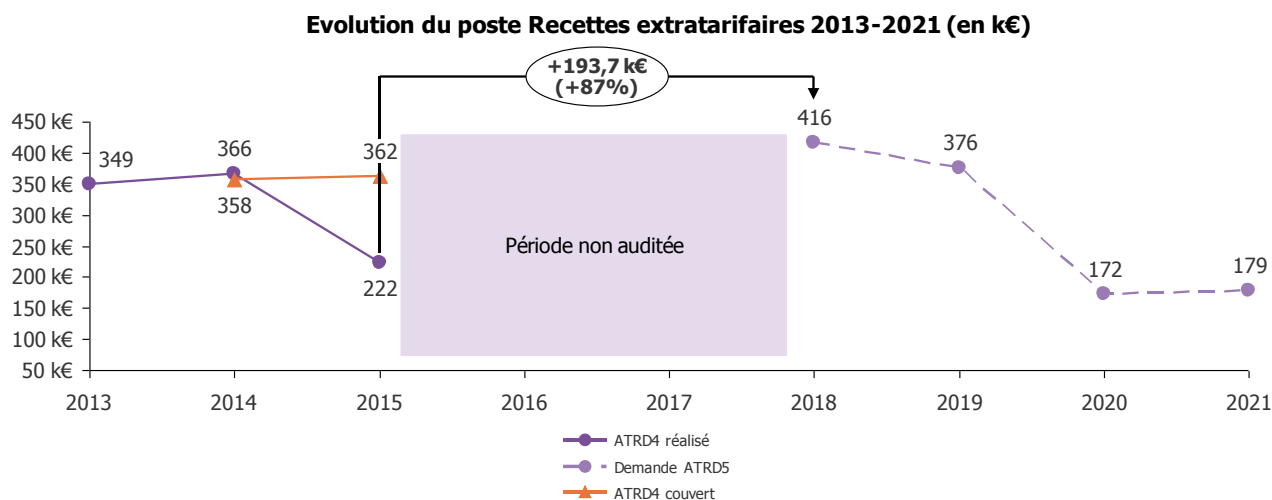
Propositions d'ajustement :

Les modifications de méthode de calcul des sous-postes taxe foncière et CVAE engendre un impact moyen annuel sur le total du poste Impôts et taxes de **-2,1 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement n'appelle aucun commentaire de la part de Sorégies.

6.5 Evolution des recettes extratarifaires

Le poste de recettes extratarifaires augmente de 91,5 k€ (+28%) entre 2015 et 2018.



Les prestations extratarifaires se décomposent en plusieurs sous-postes :

En € courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Transfert de charges	889	10 306	1 757	1 200	confidentiel					
Location compteurs	60 205	58 574	61 547	63 000						
Raccordements	190 608	266 132	121 806	418 000						
Prestations Catalogue	39 645	25 347	25 889	26 000						
Travaux pour tiers	1 268	4 630	6 518	4 000						
Dépassement de capacité	53 730	0	2 648	0						
Autres	2 278	1 337	2 042	2 000						
Total	348 623	366 326	222 206	514 200	545 653	415 928	376 308	172 039	178 724	285 750

L'évolution de ce poste est essentiellement portée par le sous-poste « raccordements ». En effet Sorégies a prévu de nombreux raccordements entre 2016 et 2019, notamment industriels qui portent cette évolution :

Raccordements (k€)	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Consommateurs industriels/tertiaires	358,6	379,1	confidentiel			
Consommateurs réseaux neufs	20,4	22,7				
Réseaux existants : hyp : 70 consommateurs/an	39,0	39,0				
Total	418	440,8	304,4	257,6	55,2	55,6

Source : Sorégies

Sorégies nous a transmis un prix moyen de raccordement [confidentiel] sans nous donner de volumétrie par type de raccordements.

Plus largement, le plan stratégique construit à horizon 2025 vise un doublement du nombre total de consommateurs, toutes énergies confondues.

Par ailleurs, selon Sorégies, la chute des montants retenus en 2020 et 2021 s'explique par le fait que ces années sont trop lointaines pour estimer des nombres de raccordements industriels.

Pour rehausser les montants de recettes extratarifaires de 2020 et 2021 dont la faiblesse ne semble pas justifiée en tenant compte de la trajectoire passée, PMP propose d'appliquer au sous-poste « raccordements » des recettes extratarifaires la moyenne actualisée des années 2018 et 2019

[confidentiel]

Proposition initiale d'ajustement :

Pour rehausser les montants de recettes extratarifaires de 2020 et 2021 dont la faiblesse ne semble pas justifiée, PMP propose d'appliquer au sous-poste « raccordements » des recettes extratarifaires la moyenne des années 2018 et 2019, soit un impact moyen annuel de **-117,2 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD : Sorégies indiquent que les recettes de raccordement correspondent à la part non amortie du coût d'une extension du réseau nécessaire à l'alimentation d'un consommateur industriel.

Par ailleurs, Sorégies maintient ses hypothèses de plan d'investissement transmis aux services de la CRE dans le cadre du dossier tarifaire dans lequel il n'avait pas été identifié sur les années 2020 et 2021, en cohérence :

- Ni de recettes extra-tarifaires liées à des raccordements de consommateurs industriels ;
- Ni d'investissements liés à des raccordements de consommateurs industriels ;
- Ni de recettes tarifaires (liées à consommation et aux points de livraison).

Proposition finale d'ajustement :

PMP maintient son ajustement considérant que les hypothèses de recettes prises par Sorégies en 2020 et 2021 pour le sous-poste de raccordements ne sont pas réalistes au regard des données de recettes observées sur les années antérieures. PMP précise que l'ajustement proposé des recettes est fait en cohérence avec les postes d'achats stockés et de production immobilisée.

La méthode de projection des autres sous-postes n'appelle pas de commentaires de PMP :

- Transfert de charges : la projection est construite sur une base prudente de 30% de la moyenne 2012-2015. Sorégies indique que ce poste est non prévisible car non reproductible en fonction des remboursements d'assurances ;
- Locations de compteurs : à partir de l'estimé 2016 qui semble cohérent avec les données antérieures, Sorégies fait évoluer ce poste selon le parc consommateurs (+3%/an) ;

- Prestations catalogue : à partir de l'estimé 2016 qui semble cohérent avec les données antérieures, Sorégies fait évoluer ce poste selon le parc consommateurs (+3%/an) ;
- Travaux pour tiers : ce poste étant difficilement prévisible selon Sorégies, la moyenne 2012-2015 est utilisée (arrondie à la hausse à 4000 €) comme estimation 2016 puis est conservée sur la période 2016-2021 ;
- Dépassement de capacité : non anticipable d'après Sorégies d'où une valeur nulle prise sur la période 2016-2021 ;
- Autres : ce poste étant difficilement prévisible selon Sorégies, la moyenne 2012-2015 est utilisée comme estimation 2016 puis est conservée sur la période 2016-2021.

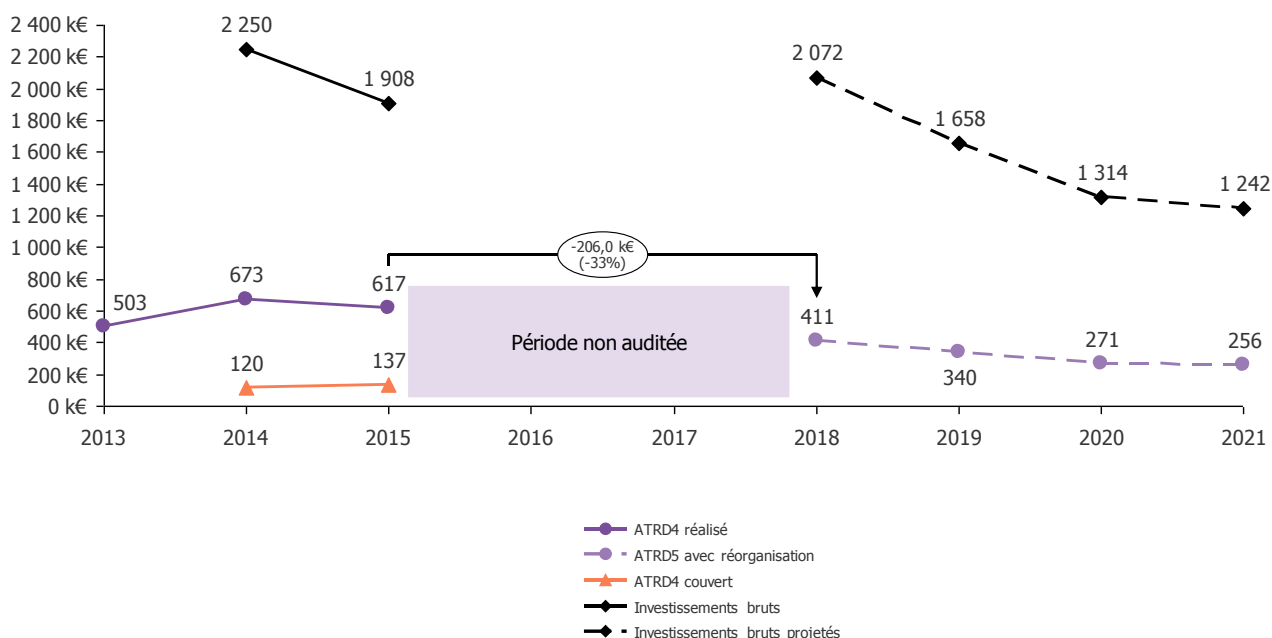
Proposition finale d'ajustement :

En cohérence avec les ajustements passés sur les charges qui étaient liées à l'évolution du parc consommateurs, PMP ajuste les montants des recettes extra-tarifaires des sous-postes de locations de compteurs et de prestations catalogues en retenant uniquement l'évolution selon l'indice IPC. Cela représente un impact moyen annuel de **+7,9 k€/an** sur la période 2018-2021.

6.6 Evolution du poste de production immobilisée

Le poste de production immobilisée baisse entre 2015 et 2018 de -206 k€ (-33%).

Evolution du poste Production immobilisée 2013-2021 (en k€)



La production immobilisée évolue à la baisse à partir de 2017. Elle perd 206 k€ entre 2015 et 2018. La principale raison est le transfert de l'activité d'opérateur gaz vers SRD. Les montants sont répartis entre SRD et Sorégies pour les différentes composantes de la production immobilisée initialement traités entièrement chez Sorégies.

La charge directe est obtenue sur la production immobilisée selon les règles suivantes indiquées par Sorégies :

- La part de main d'œuvre directe immobilisée de Sorégies en 2017 est déterminée en prenant 60% de la charge complète du personnel d'un technicien [confidentiel] ;
- La part des achats stockés qui évolue selon un pourcentage des capex associés (soit 12%).

La charge indirecte de la production immobilisée est obtenue en sommant plusieurs sous-postes :

- Le taux de magasinage qui est estimé à 18% des achats matériels qui correspond à 42 k€ en 2017 ;
- 60% des charges de main d'oeuvre directes immobilisées ;
- La structure travaux [confidentiel].

Ces hypothèses donnent un ratio de charges indirectes sur charges directes qui passe de 68% sur la période 2014-2016 à 47% sur la période 2017-2021. Cette baisse est due au transfert vers SRD des effectifs effectuant principalement les travaux.

La méthode suivie par Sorégies n'appelle pas de commentaires de la part de PMP.

Néanmoins, en cohérence avec l'ajustement passé sur les recettes extra-tarifaires en 2020 et 2021, nous proposons d'ajuster les montants de production immobilisée selon les hypothèses suivantes :

- Ajustement 2020 :
 - Achats stockés : de la même manière que pour les raccordements, nous retenons la moyenne des années 2018 et 2019,
 - Charges de personnel : inchangées
 - Charges indirectes : nous retenons la moyenne des années 2018 et 2019
- Ajustement 2021 : nous proposons de retenir les montants 2020 actualisés selon l'indice IPC.

Cela donne les montants ajustés suivants :

En k€ courants	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021
Achats stockés	confidentiel				
Frais de personnel					
Total coûts directs					
Charges indirectes					
Total production immobilisée	411,2	340,3	384,2	389,2	381,2

Les ajustements associés sont de :

En k€ courants	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021
Achats stockés	confidentiel				
Charges indirectes					
Total production immobilisée	0	0	113,2	133,1	61,6

Proposition initiale d'ajustement :

En cohérence avec les ajustements proposés sur les recettes extra-tarifaires 2020-2021, nous proposons d'ajuster la production immobilisée sur ces années en retenant la moyenne des années 2018-2019 pour les sous-postes d'achats stockés et charges indirectes. Cela représente un impact moyen annuel de **-61,6 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD : Sorégies s'oppose à cet ajustement et maintient les hypothèses de plan d'investissement transmis aux services de la CRE dans le cadre du dossier tarifaire dans lequel il n'avait pas été identifié sur les années 2020 et 2021, en cohérence :

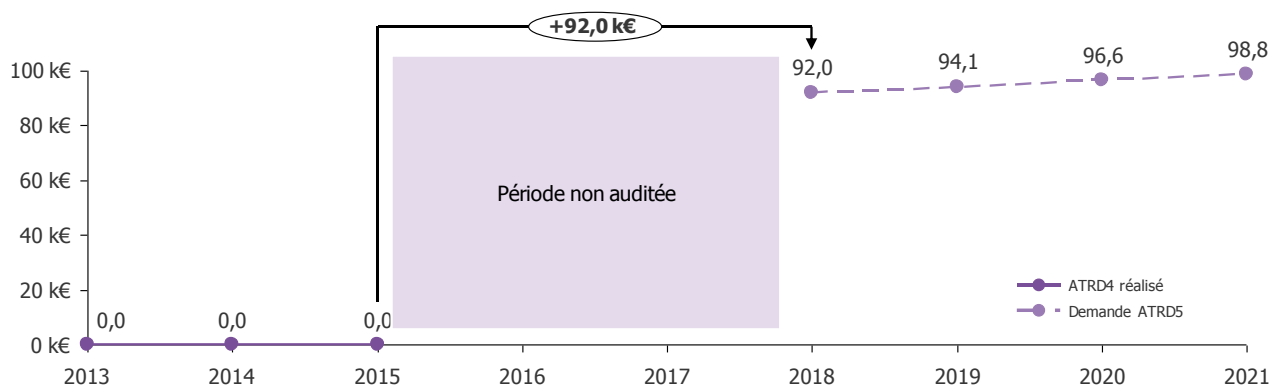
- Ni de recettes extra-tarifaires liées à des raccordements de consommateurs industriels ;
- Ni d'investissements liés à des raccordements de consommateurs industriels ;
- Ni de recettes tarifaires (liées à la consommation et aux points de livraison).

Proposition finale d'ajustement :

En cohérence avec les ajustements proposés sur les postes d'achats stockés et de recettes extra-tarifaires, PMP maintient son ajustement sur le poste de production immobilisée.

6.7 Evolution du poste Loi NOTRe

Evolution du poste Loi NOTRe et LTECV 2013-2021 (en k€)



Ce poste est créé en 2018, avec l'introduction d'un ETP. Selon Sorégies, le montant de ce poste est difficile à estimer, notamment avec les études à intégrer et le niveau de l'ETP à recruter.

En € courant	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
1 ETP (rémunération et charges sociales)	confidentiel				
Adaptation de requêtes informatiques nécessaires					
Maintenance SI					
Etudes Pluriannuelles consommation gaz					
Total (calcul PMP)	92 000	94 100	96 600	98 700	95 350

La demande de Sorégies pour le SI lié à la loi NOTRe est de 25 k€ par an (en € constants) sur la période 2018-2021. Or, après comparaison avec les autres ELD en fonction du nombre de PDL, ce montant est largement au-dessus de la moyenne.

De plus, Sorégies demande aussi un ETP [confidentiel]. Or, de la même façon, après comparaison avec les autres ELD, cette demande est surévaluée.

De ce fait PMP propose d'ajuster les montants demandés par Sorégies.

Propositions d'ajustements :

Pour le poste SI : après comparaison avec les autres ELD, PMP ajuste avec une dépense de 8 k€ par an sur la période ATRD5. Ce qui conduit à un ajustement à la baisse de **-15,8 k€/an** sur la période.

Pour l'ETP : [confidentiel]. Cet ajustement conduit à une baisse de **-52,6 k€/an** sur la période.

De ce fait, PMP propose de retraiter ce compte à hauteur de **-68,5 k€/an** sur la période 2018-2021.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement n'appelle aucun commentaire de la part de Sorégies.

6.8 Evolution du poste de plan anti-endommagement

[confidentiel]

Les charges du plan anti-endommagement, *[confidentiel]* correspondent au coût de réalisation des actions planifiées pour géo-référencer le réseau de gaz naturel mis en exploitation avant juillet 2012 afin qu'il soit en catégorie A. Les réseaux mis en service après juillet 2012 ont été géo-référencés lors de leur construction et ne sont donc pas inclus dans ce plan.

La longueur actuelle du réseau en classe A est de 48 km. Celle du réseau en classe B est de 513 km.

Proposition initiale d'ajustement : PMP propose de ne pas retenir les montants demandés sur la période 2018-2021 en demandant à Sorégies des éléments complémentaires (prestations attendues détaillées chiffrées, devis) pour affiner l'analyse de ce poste. *[confidentiel]* Si les éléments fournis justifient les montants demandés, l'ajustement sera retiré.

Réponse de l'ELD :

D'après Sorégies, les montants demandés, pour la loi anti-endommagement, ont été établis sur la base de coûts moyens estimatifs *[confidentiel]* disponibles au moment de l'élaboration du dossier tarifaire. Actuellement, Sorégies est encore en phase de validation des techniques à mettre en œuvre. De fait, Sorégies n'a pas encore de devis fermes pour la réalisation de la prestation.

Sorégies tient à porter l'attention des services de la CRE que la réalisation de l'opération liée à cette charge est du domaine réglementaire et touche directement à la sécurité des personnes et des biens. La proposition du cabinet PMP de retirer l'ensemble des coûts relatifs au plan anti-endommagement est donc en complète opposition avec les impératifs liés à l'exploitation des réseaux par un opérateur prudent et responsable

Proposition finale d'ajustement : Si PMP reconnaît le principe de couverture par le tarif des charges au titre du plan anti-endommagement, l'estimation de Sorégies semble surévaluée. PMP propose *[confidentiel]* un ajustement annuel moyen de -32k€/an sur la période 2018-2021.

7. Principes de dissociation comptable

Sorégies présente une clef analytique incluant les champs suivants :

- Le site : suivi des coûts selon les différents territoires de concession ;
- Les métiers : suivi des coûts par compétences ou fonctions de l'entreprise selon le découpage organisationnel de Sorégies en centres de responsabilité et de décision ;
- Les activités : suivi des coûts selon les différentes activités exercées : électricité, gaz naturel ou autres activités.

Par ailleurs deux types de charge doivent être distinguées : les charges directes et les charges indirectes. Les charges directes sont facilement allouables aux activités sans calculs intermédiaires. Alors que les charges indirectes sont communes à plusieurs activités comme les frais généraux ou les coûts des activités support. La clé de répartition permet de lier les charges indirectes aux activités.

Ainsi, les charges indirectes peuvent être imputées sur les métiers. Une distinction est faite sur les métiers entre les métiers fonctionnels et opérationnels. Les métiers fonctionnels sont les métiers annexes à la production, qui interviennent en support des autres métiers. Ils correspondent essentiellement aux postes de Direction Général/Secrétariat, Personnel/Ressources Humaines, Gestion du Patrimoine, Qualité... Tandis que les métiers opérationnels sont les métiers pouvant être facilement rattachés à une ou plusieurs activités. Il s'agit généralement dont la production est quantifiable et donc associable à une production définie comme les postes d'Achats énergie, Facturation/recouvrement énergie, Travaux sur les réseaux/Equipe travaux...

Une clef de répartition située en annexe permet de répartir les charges indirectes des métiers fonctionnels sur les métiers opérationnels.

Des clefs de répartition situées en annexe permettent de répartir les métiers opérationnels sur les activités.

Nous avons procédé à la vérification de la méthode d'utilisation des clefs en décomposant une charge de la demande tarifaire avec les assiettes et les clefs correspondantes. Cela nous conduit à ne pas formuler de remarques sur la méthode de dissociation comptable de Sorégies.

8. Annexes

8.1 BP demande tarifaire ATRD5

[confidentiel]

8.2 Tableau récapitulatif des ajustements de Sorégies

[confidentiel]

8.3 Mail de la CNIEG relatif au taux de charges sociales

[confidentiel]

8.4 Evolution du parc consommateurs

Une évolution du parc de consommateurs de 3%/an a été retenue par Sorégies à partir des données suivantes :

[confidentiel]

8.5 Liste des métiers et activités retenus dans la comptabilité analytique de Sorégies

Liste des métiers retenus dans la comptabilité analytique de Sorégies :

[confidentiel]

Liste des activités retenues dans la comptabilité analytique de Sorégies :

[confidentiel]

8.6 Définition détaillée des clés de répartition utilisées pour répartir les métiers fonctionnels sur les métiers opérationnels

[confidentiel]